

Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance

Donnerstag, 20. Juni 1991, Vormittag
Jeudi 20 juin 1991, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

91.027

Rüstungsprogramm 1991 Programme d'armement 1991

Botschaft und Beschlussentwurf vom 27. März 1991 (BBI II 681)
 Message et projet d'arrêté du 27 mars 1991 (FF II 653)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Leuba, rapporteur: Le programme d'armement 1991 s'élève à 1,770 milliard de francs. Il est donc un peu plus élevé que celui de 1990 que nous avons approuvé au mois de mars dernier. Mais nous devons répéter ce que nous avons déjà expliqué à l'occasion du programme 90, à savoir qu'un programme d'armement n'indique pas le rythme auquel les dépenses pour l'équipement et l'armement de notre armée seront engagées. Le montant annuel des dépenses d'armement pour 1991 et les trois prochaines années a été fixé au niveau de celui de 1990, soit 2,8 milliards de francs. Compte tenu de l'inflation, il y aura donc en réalité une diminution des crédits affectés à l'armement, de l'ordre de 20 à 25 pour cent. Je souhaite que chacun en prenne conscience et que l'on ne vienne pas nous répéter sur tous les tons que les dépenses militaires ne cessent d'augmenter.

C'est ce que l'on peut appeler le dividende de la détente, dividende qui est supportable aux yeux du chef du Département militaire fédéral, tout en rappelant qu'on ne peut percevoir un dividende qu'une fois et qu'en comparaison les départements civils auront, eux, des taux de croissance infiniment plus élevés. Le Département militaire fédéral entend ainsi contribuer à limiter les déficits de la Confédération. On peut seulement souhaiter que le DMF ne devienne pas le magasin self-service de l'Administration fédérale et qu'il soit bien clair que le DMF, ayant généreusement offert un sacrifice important, pourra affirmer qu'il a déjà donné.

Votre commission a discuté avec un soin particulier chacun des projets. Sans doute a-t-on fait remarquer que quatre heures de discussion pour 1,770 milliard, cela met le quart d'heure à un bon niveau, soit à 100 millions. Il ne faut cependant pas oublier que la commission a passé une journée entière à voir et à se faire expliquer le matériel, journée pendant laquelle toutes les questions ont pu être posées par ceux qui ont pris la peine de se rendre à la réunion d'information. Il est surprenant que le reproche de ne pas consacrer assez de temps à chaque objet provienne précisément d'un de nos collègues qui n'était pas à Thoune pour poser les questions techniques qui pouvaient l'intéresser.

Le premier objet du programme d'armement, le plus élevé aussi, concerne la protection C individuelle. La guerre du Golfe a montré combien cet équipement est indispensable, en dépit des efforts qui sont faits pour mettre les armes C hors-la-loi. La commission s'est aussi intéressée à la protection des

populations civiles, bien que cela ne soit évidemment pas l'objet du crédit. A cet égard, il convient de rappeler, d'une part, que les moyens à disposition de la population civile, soit les masques en matière plastique, sont plus modernes que ceux dont on doit assurer le remplacement dans l'armée, mais surtout, d'autre part, que la protection des populations civiles est assurée essentiellement par les abris, alors que l'armée est précisément appelée à combattre en dehors des abris.

La commission s'est aussi préoccupée de la longueur des délais de livraison pour un objet que chacun s'accorde à trouver urgent. Celle-ci est due essentiellement à des raisons techniques, davantage qu'à des raisons financières, car les tenues de protection n'existent pas en stock. Il faut donc les fabriquer à la demande. Il s'agit d'un équipement qui est produit, à la demande, en Suisse et à l'étranger. Le produit suisse passe pour un des meilleurs du monde. Même si on les commandait en Angleterre, par exemple, on ne gagnerait guère qu'une année dans les délais de livraison.

Le programme prévoit aussi 200 millions de francs pour acquérir 800 appareils à image thermique. Ces appareils permettront de voir la nuit ou par brouillard, sans qu'il existe aujourd'hui de véritables possibilités d'échapper à ce type de détection fondée sur la chaleur dégagée par le corps humain et les engins. Ces appareils sont purement passifs, ce qui présente l'avantage que celui qui est observé ignore qu'il l'est.

Pour l'infanterie, on vous propose l'acquisition de lance-roquettes antichars – mieu connues sous le nom allemand de «Panzerfaust». Dans une première phase, les tubes et une partie de la munition seront fabriqués à l'étranger, tandis que pour la seconde phase, prévue pour le programme 93, on prévoit une production en Suisse sous licence. La commission s'est longuement demandé si une fabrication sous licence en Suisse ne serait pas, dès le départ, une meilleure solution. Mais pour la première phase, cela entraînerait, selon les calculs du DMF, une augmentation du prix de 120,2 pour cent, tandis que la production de l'ensemble en Suisse entraînerait encore une augmentation de 25,2 pour cent. La solution choisie, deuxième phase seule sous licence, entraînera une augmentation de 17,7 pour cent, qui est donc considérée comme supportable. Au moment où l'on demande au Département militaire fédéral de limiter ses budgets, la commission a approuvé la solution choisie par 10 voix contre 6.

Il convient encore de rappeler que notre commission avait insisté pour que l'on dote enfin les troupes d'infanterie et les cyclistes d'une arme antichar moderne à courte distance pour le combat antichar destiné à remplacer le tube-roquette. Ce voeu est aujourd'hui comblé.

La deuxième amélioration de la tête de guerre, de l'engin filoguidé Dragon n'a donné lieu à aucune discussion. Il en va de même du télémètre à laser et des acquisitions de mines.

Pour l'artillerie de fortresse, on nous propose un système de direction de feu FARGOF, proche de celui de l'artillerie mobile FARGO. Comme ce système ne sera développé qu'à partir de 1994, la question s'est posée de savoir s'il ne serait pas dépassé lors de son introduction à la troupe et si l'on ne pouvait pas l'acquérir à meilleur compte. Sur ce point, nous avons une proposition qui est faite à notre conseil et nous aurons l'occasion d'y revenir. Disons simplement que la commission a reçu des assurances que l'on n'achèterait évidemment qu'au meilleur prix.

La munition CARGO, deuxième tranche, n'a pas suscité de questions. En revanche, la prolongation de la portée des obusiers de 10,5 cm. pose, en d'autres termes mais de la même manière, le problème de la modernisation des canons DCA 35 mm. Dans les deux cas, on fait du neuf avec du vieux et la commission s'est demandée si cela était raisonnable. Dans les deux cas, on nous a répondu que si l'on se procurait des armes modernes au lieu de transformer les anciennes, on aboutirait à des coûts beaucoup plus élevés que les limitations des programmes d'armement ne permettent plus. L'obusier 10,5 cm est la seule arme d'artillerie à disposition des divisions de montagne pour battre le terrain entre les axes. Le commandant du corps d'armée montagne 3 a insisté sur la nécessité de l'allongement des portées. Quant aux canons DCA 35 mm, ils ont montré leur efficacité durant la guerre du Golfe, car ce

sont les seules armes, du côté irakien, qui ont touché des avions. Deux propositions de renoncer à ces modifications ont été repoussées, respectivement par 9 voix contre 2 et 9 voix contre 3.

L'achat du PC-9 n'a pas donné lieu à une grande discussion. Les représentants de l'armée demeurent persuadés, en dépit du développement des simulateurs, que le tir et la visée en dimensions réelles restent indispensables.

Pour terminer, un de nos collègues a proposé que l'on adopte le programme mais que l'on considère qu'il soit valable en 1991 et 1992, dans le sens d'une réduction des crédits militaires demandée par le Parti socialiste. Cette proposition a été toutefois rejetée par 10 voix contre 3, notamment parce qu'elle préjugerait de l'acquisition d'un nouvel avion de combat sans que l'on puisse véritablement en discuter, ce qui devrait normalement avoir lieu lors du programme d'armement 1992. Une autre proposition, consistant à prévoir un crédit de 200 millions de francs pour prendre des mesures sociales envers les travailleurs frappés par la réduction des effectifs au Département militaire fédéral en général et aux fabriques d'armement et de munitions en particulier, a été rejetée par 9 voix contre 4.

Finalement, votre commission, par 10 voix contre une et 2 abstentions, vous recommande d'accepter le crédit d'armement 1991.

Feigenwinter, Berichterstatter: Ich möchte mich entschuldigen, dass ich etwas zu spät gekommen bin. Es ist nicht so, dass die Weckordnung nicht geklappt hätte, sondern dass ich in einem etwas zu engagierten Gespräch beim Morgenessen gerade über diese Dinge vertieft war und nicht realisiert habe, dass es schon acht geschlagen hat.

Jetzt bin ich aber da, und das Zusätzliche kommt hat auch seine gute Seite: Ich muss nicht wiederholen, was der welsche Berichterstatter im einzelnen zu den Rüstungsvorhaben bereits gesagt hat. Ich kann mich auf allgemeine Ausführungen beschränken, insbesondere zu den beiden Anträgen der Minderheit auf Streckung des Rüstungsprogramms und Bewilligung eines Kredits von 200 Millionen Franken für die Restrukturierungsmassnahmen.

Das Rüstungsprogramm 1991 ist das letzte des Ausbauschrittes 1988–1991. Die Rüstungsvorhaben sind auf die «Armee 95» abgestimmt. Das Programm ist spezifisch auf die defensive Komponente unserer Landesverteidigung ausgerichtet. Die seit fünfzehn Jahren verlangte Verbesserung der Panzerabwehr auf unterster Stufe kann mit der Beschaffung der Panzerfaust endlich realisiert werden. Auch die Kampfwertsteigerung der Panzerabwehrlenkwaffe Dragon und das Vermummungsmaterial sind ausgesprochene Waffen der Verteidigung. Die Bedeutung des individuellen C-Schutzes hat sich in den letzten Monaten im Golfkrieg deutlich gezeigt.

Das Rüstungsprogramm 1991 umfasst Verpflichtungskredite von 1,77 Milliarden Franken. Zusammen mit dem Bauprogramm werden in diesem Jahr somit etwas mehr als 2 Milliarden Franken in die Rüstung investiert. Der Ausbauschritt 1988–1991 sah demgegenüber Investitionen von etwas mehr als 3 Milliarden Franken vor. Der Grund für die nicht vollständige Ausschöpfung des Investitionsrahmens 1988–1991 von rund 11 Milliarden Franken liegt in der Verschiebung der Beschaffung des neuen Kampfflugzeuges ins Jahr 1992.

Trotzdem stellt die Kommissionsminderheit den Antrag, das Rüstungsprogramm 1991 zu einem Programm für zwei Jahre umzufunktionieren, d. h. 1992 kein Rüstungsprogramm vorzulegen. Entsprechend dem behandelten Sicherheitsbericht wird der Armeeauftrag neu zu formulieren sein.

«Armee 95», ursprünglich ein reines Rationalisierungsprojekt, wird auch auf die neuen Gegebenheiten der Bedrohungslage Rücksicht nehmen müssen; dabei werden sowohl Bestandesfragen wie auch Ausrüstungsfragen zu entscheiden sein. Es besteht aber deshalb kein Anlass, eine Änderung in der Rüstungsbeschaffung vorzunehmen. Die Schweizer Armee ist in Friedenszeiten nicht auf eine militärische Bedrohung durch eine bestimmte Macht ausgerichtet, sondern soll gegen jeden möglichen militärischen Aggressor eingesetzt werden können.

Die positiven Veränderungen in einzelnen Staaten können nicht Anlass sein, auf eine Modernisierung unserer Armee zu verzichten. Bei der Festlegung der Grösse und der Ausrüstung der Schweizer Armee muss ein Mittelweg gefunden werden. Wir brauchen, bildlich ausgedrückt, kein waffenstarrender David zu sein, können uns aber anderseits auch nicht erlauben, ein David mit einer Steinschleuder zu sein. Es muss dabei berücksichtigt werden, dass eine Armee nicht in kurzer Zeit aufgestellt und ausgerüstet werden kann. Die Planung muss deshalb auch die mittelfristig möglichen Bedrohungen einbeziehen. Generell ist von den effektiv vorhandenen Waffenarsenalen auszugehen und weniger von Absichtserklärungen anderer Staaten. Die Kommission ist der Auffassung, dass unsere Armee keineswegs überrüstet ist, dass noch zahlreiche Modernisierungsnotwendigkeiten bestehen.

Die Schweiz wird im Rahmen einer allgemeinen Truppenreduktion in Europa ihre Bestände ebenfalls reduzieren, wobei den Besonderheiten des Milizsystems Rechnung zu tragen ist. Die Planung der «Armee 95» geht in diese Richtung. Der Antrag der Minderheit auf Streckung des Rüstungsprogramms würde dazu führen, dass in einzelnen Bereichen moderne Waffen zur Verfügung ständen, weil diese jetzt oder in jüngster Vergangenheit beschafft worden sind, andere Bereiche aber weiterhin auf veraltetem Material sitzenblieben. Unser Rüstungsbeschaffungsprogramm ist eben so angelegt, dass die zu einem ganzen System gehörenden einzelnen Vorhaben jeweils in den jährlichen Rüstungsprogrammen bewilligt werden. Aufgrund der heutigen, momentanen Entspannung – längerfristig kann die Entwicklung ja nicht vorausgesehen werden – erscheint eine gewisse Zurückhaltung im Rüstungsbereich verantwortbar. In der Finanzplanung 1992–1994 ist deshalb kein nomineller Zuwachs bei den Rüstungsausgaben vorgesehen, was real einer Reduktion bis zu 25 Prozent gleichkommt. Wir bezahlen also damit so etwas wie eine Friedensdividende. Ein stärkerer Abbau wäre aber nicht zu verantworten, denn effektiv wird in Europa auch heute noch nicht abgerüstet.

Im Verhältnis zum Bruttosozialprodukt sind die Ausgaben für unsere Armee in den letzten zwanzig Jahren ohnehin deutlich gesunken. Im Verhältnis zu anderen Staaten ist der Aufwand unseres Landes für die Armee recht eigentlich bescheiden, selbst wenn man die im Bundeshaushalt nicht erscheinenden Zahlen berücksichtigt.

Im Klartext: Der Antrag der Minderheit ist auf die Verlangsamung der Rüstungsbeschaffung ausgerichtet, darauf, die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges im Jahre 1992 zu verhindern. Wenn diese Vorlage im Jahre 1992 oder später kommt – und es gibt sehr viele Gründe dafür –, soll die Diskussion darüber direkt geführt werden können und nicht durch die Hintertür.

Dem zweiten Minderheitsantrag, 200 Millionen Franken für die von den Umstrukturierungsfolgen der «Armee 95» betroffenen Betriebe zur Verfügung zu stellen, kann eine gewisse Logik nicht abgesprochen werden. Man erkennt damit einmal die Tatsache, dass die Armee und insbesondere die Rüstungsbeschaffung einen nicht zu unterschätzenden Beschäftigungsfaktor darstellen. In der Tat werden auch in diesem Rüstungsprogramm 1215 Millionen Franken, das heißt 69 Prozent, im Inland beschäftigungswirksam. Rechnet man die indirekte Beteiligung der Schweizer Industrie an der Beschaffung von ausländischem Material in Form von Ausgleichsgeschäften dazu – sie beträgt etwa 340 Millionen Franken –, wird die Beschäftigungswirksamkeit gar auf 88 Prozent erhöht.

Es kann nicht ausbleiben, dass die mit «Armee 95» geplante Verkleinerung der Armee auch eine Umstrukturierung der Rüstungsbetriebe des Bundes und der Kriegsmaterialverwaltung zur Folge haben wird. Wie viele Arbeitsplätze dabei verlorengehen, kann heute noch nicht mit Sicherheit gesagt werden. Der Rhythmus der Umstrukturierung ist noch völlig offen. Bis 1995 muss die alte Armee funktionsfähig bleiben. Der Abbau wird sich wahrscheinlich bis ins Jahr 2005 hinziehen. Das ermöglicht eine allmähliche Angleichung an die neue Situation. Wie die wegfallenden Arbeitsplätze in den Randregionen zu ersetzen sind, ist nicht in erster Linie ein Armeeproblem, sondern muss im Rahmen des Projekts Koberio geprüft werden.

In jedem Fall ist es heute verfrüht, dafür Kredite zu sprechen, die man aus einer verzögerten Rüstungsbeschaffung freispieln möchte.

Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen deshalb die Ablehnung dieses Minderheitsantrages.

Zu den einzelnen Rüstungspositionen werde ich – wie gesagt – nicht Stellung nehmen. Es sind zwei Projekte bestritten, nämlich das Projekt der Beschaffung von elektronischen Feuerleitsystemen für die Festungsartillerie und die Verlängerung der Rohre der Haubitze 46. Wir werden Gelegenheit haben, nach der Begründung dieser beiden Anträge auch in der Detailberatung Stellung zu nehmen.

Präsident: Es folgen die Sprecher der Fraktionen. Erster Sprecher ist Herr Graf für die SVP-Fraktion. Ich gratuliere ihm gleichzeitig zum Geburtstag. Ich gratuliere auch Herrn Bonny zu seinem heutigen 60. Geburtstag. (*Beifall*)

Graf: Das Rüstungsprogramm 1991 wirft keine hohen Wellen. Es dürfte deshalb auch den Armeegegnern schwerfallen, dagegen Sturm zu laufen. Was uns der Bundesrat zur Beschaffung vorschlägt, ist praktisch unbestritten.

Sie werden sich kaum wundern, wenn ich im Namen der SVP-Fraktion ein unmissverständliches Votum zugunsten einer glaubwürdigen militärischen Landesverteidigung abgebe. In der Tat erachten wir es in der heutigen politischen und militärischen Situation in und um Europa als völlig verfehlt, irgendwelche präjudizierenden Rüstungsentscheide zu treffen.

Die Perspektiven, die sich im Zusammenhang mit einem kollektiven Sicherheitssystem eröffnen – ich denke dabei etwa an eine atlantische Allianz –, sind für die Schweiz hochinteressant. Ein solches System würde auch für unsere Armee neue Dimensionen öffnen. Die Kampfmittel müssten im Lichte eines revidierten Armeeauftrages neu bestimmt werden. Ein solches kollektives Verteidigungskonzept liegt aber zurzeit noch völlig im Unwissen. Daran wird auch das KSZE-Aussenministertreffen, das gegenwärtig stattfindet, wenig ändern. Bevor die Schweiz nicht in ein solches Kollektivsystem eingebettet ist, erachtet die SVP-Fraktion einen substantiellen Abbau unserer Armee als verfrüht.

In diesem Sinne erscheint uns auch die Friedensdividende, das heißt der reale Abbau von 25 Prozent, für die nächste Legislatur als verfrüht; sie ist voreilig und zu massiv. Höchstes Gebot für unsere Armee in einer Phase des Umbruchs und der Neuordnung muss es sein, die Möglichkeit zu erhalten, innerhalb nützlicher Frist für jeden Auftrag einsatzbereit zu bleiben gemäß dem Motto: «Die Truppe darf ruhen, sie muss aber fit und alarmbereit bleiben.» Im Interesse dieser Möglichkeit und Fähigkeit dürfen vor allem in den technischen Bereichen keine irreversiblen Abrüstungsentscheide getroffen werden.

Zum Rüstungsprogramm im einzelnen: Bei den Infanteriewaffen ist die Verbesserung der Panzerabwehr dringend. Hohlladungen, wie sie die bisherigen Raketenrohre verschiessen, sind bei den modernen Panzern zu blossem Anklöpfwaffen verkommen. Die Anschaffung der Panzerfaust sowie die vorgesehene Kampfwertsteigerung der Dragon sind absolut notwendig, im Interesse der Glaubwürdigkeit nicht nur gegen aussen, sondern vor allem gegenüber unseren Wehrmännern.

Die Kampfwertsteigerung unserer 35-mm-Fliegerabwehrkanonen ist ebenfalls vorrangig. Der Stellenwert einer hochmodernen Fliegerabwehr ist uns im Golfkrieg demonstriert worden. Die einzige Waffe auf irakischer Seite, welche in bescheidenem Ausmass Wirkung erzielte, war die Kanonenflab, obwohl sie über keine radarunabhängigen Ziervorrichtungen verfügte. Mit unserem zur Diskussion stehenden radarunabhängigen System hätte die irakische Fliegerabwehr den angreifenden Luftflotten weit grössere Probleme aufgegeben.

Bei der allgemeinen Ausrüstung ist der Schutz der Truppe vor chemischen Angriffen ausserordentlich wichtig. Unabdingbare Voraussetzung für die Aufrechterhaltung des individuellen Wehrwillens ist das Vertrauen des Soldaten in seine Ausrüstung. Gerade beim C-Schutz ist die Verunsicherung zurzeit – nicht unberechtigt – besonders gross.

Die verschiedenen technischen Verbesserungen wie Messgeräte, Feuerleitsysteme und Wärmebildgeräte leisten ebenfalls

einen wichtigen Beitrag zu einer zeitgemässen militärischen Verteidigung. In diesem Zusammenhang ist aber sofort zu betonen, dass nach wie vor ein Manko bei den Aufklärungs- und Führungsmitteln besteht, um beispielsweise die technische Reichweite bei den 15,5-cm-Haubitzen optimal auszunützen zu können.

1,77 Milliarden Schweizer Franken mögen den Eindruck einer gewaltigen Zahl erwecken. Gemessen am Bruttonsozialprodukt 1989 stellen sie aber bloss 0,57 Prozent dar. Soviel muss uns eine glaubwürdige Armee wahrhaftig noch wert sein.

Ich habe eingangs erwähnt, dass sich die SVP gegen jeglichen präjudizierenden Rüstungsentscheid wehrt. Was wir damit meinen, möchte ich kurz erläutern. Ich bitte Sie, Herr Bundesrat Villiger, deshalb um Ihre Aufmerksamkeit.

Ein Rüstungsentscheid ist präjudizierend, wenn er nicht dem Auftrag und Mittelbedarf entspricht, welcher einem neuen Konzept militärischer Landesverteidigung entspricht. Unter Konzept – dies sei mit aller Deutlichkeit gesagt – verstehen wir weder ein Armeeleitbild noch irgendwelche Ideen in Köpfen hoher Militärbeamter. Ein Konzept, wie wir es fordern, welches dasjenige von 1966 ablöst, muss schriftlich festgehalten und vom Bundesrat und Parlament genehmigt werden. Die Rüstungsvorhaben, welche heute zur Debatte stehen, weisen allesamt keinen präjudizierenden Charakter auf. Das allerdings kann von der noch immer ausstehenden Flugzeugbeschaffung nicht behauptet werden.

Die Fraktion der SVP beantragt Ihnen Zustimmung zur Kommissionsmehrheit und Ablehnung der Minderheitsanträge. Abschliessend erlaube ich mir in persönlichem Namen noch, meinem Missfallen darüber Ausdruck zu geben, dass die Rüstungsausgaben quasi sang- und klanglos eingefroren worden sind. Rechnet man die Geldentwertung dazu, kommt dieses Einfrieren einem Abbau unseres Militärbudgets gleich. Ich frage mich, Herr Bundesrat Villiger, ob Sie die Verantwortung dafür übernehmen können.

Rüttimann: Auch die CVP-Fraktion ist für Eintreten auf das Rüstungsprogramm 1991 und lehnt die Minderheitsanträge ab. Sie hat das Rüstungsprogramm unter allen Aspekten der neuen Sicherheitskonzeption beraten und kommt zum Schluss, dieses sei von der GRD seriös vorbereitet und vom Bundesrat prioritätsgerecht den Räten unterbreitet worden.

Es herrscht in weiten Kreisen eine gewisse Verunsicherung über die Ziele, die Ausrichtung und die Mittel in den Bereichen der Sicherheitspolitik und der Armee. Der Abbruch des kalten Krieges zwischen Nato und Warschauer Pakt und insbesondere auch der Pariser Gipfel der KSZE haben uns zwar zu einem neuen, mindestens veränderten Sicherheitsdenken berechtigt. Doch sind wir trotzdem der Ueberzeugung, dass die Schweiz weiterhin eine starke Armee braucht, d. h. eine gut ausgerüstete und gut ausgebildete Armee. Ich wage zu behaupten, dass der Wehrwille immer noch in einem grossen Teil unseres Volkes tief verankert ist.

Der überraschende Golfkrieg hat zu deutlich gezeigt, dass an den Grenzen Europas nach wie vor bedeutende Arsenale, aber eben auch Aggressoren existieren, die uns über Nacht in eine bedrohliche Lage versetzen können. Auch wenn dieser jüngste Krieg glücklicherweise an unserem Land vorbeiging, wagt man sich kaum vorzustellen, was ein Chemie-Einsatz im Mittelmeerraum und über diesen hinaus für Folgen hätte haben können.

Dass unter den neuen Umständen unsere Armee bzw. deren Mannschaftsbestand reduziert werden kann, darüber sind wir uns eigentlich einig, allerdings nicht über das Ausmass der Reduktion. Wir gehen davon aus, dass sich das Gefahrenpotential nicht in einem aufsehenerregenden Masse verringert hat. Jedenfalls wollen wir die Verantwortung für eine Entblösung unseres Abwehrdispositivs nicht mittragen.

Auch in den frühen dreissiger Jahren ertönte der sicher ernst gemeinte Ruf «Nie wieder Krieg!» Aber die politische Linke meldete sich gleich auch von der Landesverteidigung und den Rüstungsaufwendungen ab. Noch rechtzeitig, kurz vor Ausbruch des Zweiten Weltkrieges, kehrte sie jedoch wieder in den Hafen des gemeinsamen Wehrwillens und der damit verbundenen Kreditbewilligungen zurück.

Nur eine höhere Fügung und der Respekt der braunen Heerführer von damals vor dem geschlossenen Abwehrwillen des Schweizervolkes haben uns vor dem Schicksal Hollands, Belgiens, Luxemburgs, der Tschechoslowakei und anderer Staaten, die heute noch unter den Kriegsfolgen leiden, bewahrt. Eine mangelhafte Ausrüstung unserer Armee war aber damals bis weit in den Weltkrieg hinein unverkennbar.

Wir von der CVP möchten gleiche oder ähnliche Fehler verhindern, obwohl sich gerade heute keine unmittelbare Kriegsgefahr an unserer Grenze abzeichnet. Der Golfkrieg hat uns auch klar aufgezeigt, dass kriegerische Konflikte heute mit Hochtechnologie und nicht mehr mit personeller Uebermacht ausgetragen und entschieden werden. Die kleineren Bestände müssen daher besser ausgebildet und vor allem auch modern ausgerüstet werden.

Es wäre höchst unverantwortlich, unseren aktiven Soldaten veraltete, ineffiziente Waffen in die Hand zu geben und damit die Dissuasionswirkung der Armee aufs Spiel zu setzen. Dieser Tendenz stellt sich das vorgelegte Rüstungsprogramm entgegen. Es setzt sich zusammen einerseits aus der Beschaffung neuer Waffensysteme und andererseits der Modernisierung bewährter älterer Geräte, um den Kostenaufwand nicht in eine für einen Kleinstaat unerträgliche Dimension steigen zu lassen.

Die Militärkommissionen beider Räte konnten sich anlässlich einer ganztägigen Besichtigung von der Notwendigkeit und Effizienz des Rüstungsprogramms 91 überzeugen lassen. Dass die direkte Beschäftigungswirksamkeit – der Kommissionspräsident hat das schon erwähnt – für unser Land 69 Prozent bzw. 88 Prozent beträgt, liegt – nebenbei bemerkt – wohl auch im Interesse unserer Wirtschaft und der Arbeitsbeschaffung.

Wir stimmen also dem vorliegenden Rüstungsprogramm mit einem Verpflichtungskredit von 1,77 Milliarden Franken ungeschmälert zu, das heisst, wir lehnen die Minderheitsanträge allesamt ab.

Ich betone nochmals, dass wir es unseren jungen Wehrpflichtigen schuldig sind, ihnen moderne, schlagkräftige Waffensysteme in die Hände zu geben, wenn wir diese Bürgerpflicht weiterhin von ihnen fordern wollen. Allen, die diese verfassungsmässige Pflicht ohne Murren, ohne Umschweife oder Verweigerung zu erfüllen bereit sind, aber auch den freiwilligen MFD sprechen wir unseren Dank und unsere volle Anerkennung für ihre Pflichterfüllung aus.

Wir lehnen die Minderheitsanträge betreffend Artikel 1 ab. Wir betrachten den ersten Antrag als Bodenmannsche Schlauerei, denn es ist offensichtlich so, dass man auch die Hälfierung für das diesjährige Programm hätte vorschlagen können, anstatt das Rüstungsprogramm auf zwei Jahre aufzuteilen zu wollen.

Zum Minderheitsantrag Günter haben wir in der Fraktion Diskussionen geführt. Persönlich bin ich der Meinung, dass uns der Generalstabschef in der Kommission dahingehend informiert hat, dass diese Rohrverlängerung für die Haubitzen möglich sei und für einige Jahre wieder eine kostengünstige Lösung darstelle; weiter seien neuere Systeme für unser Land im Moment erstens nicht vorhanden und zweitens nicht zu zahlen. Wir möchten aber von Herrn Bundesrat Villiger noch Auskünfte über die Problematik der Reichweitensteigerung. Ich beantrage Ihnen nochmals, auf das Rüstungsprogramm einzutreten und es zum Beschluss zu erheben.

Fierz: Die grüne Fraktion ist für Eintreten, und sie wird grossmehrheitlich den Antrag Bodenmann auf Erstreckung des Rüstungsprogrammes auf zwei Jahre unterstützen.

Ich möchte das kurz begründen: Die schweizerische Armee war schon im Zeitalter des Kalten Krieges zu gross und überrüstet. Bei früheren Rüstungsbeschaffungen hat man oft den Eindruck eines eigentlichen Kaufrausches gehabt, bei dem der Spieltrieb der Generäle, die Begehrlichkeit der Industrie und die Loyalität der übrigen Subventionsempfänger eine unheilvolle Allianz eingegangen sind.

In meiner eigenen Truppengattung hat man zum Beispiel sechsrädrige Sanitätspinzgauer gekauft, obwohl ganz Europa mit vierrädrigen herumfährt – dies weil man alle Sonderwüns-

sche von Adjutantunteroffizieren in der Schweiz erfüllen musste. Man hat bei der Flugwaffe den Tiger gekauft, obwohl dieses Flugzeug nach allgemeiner Meinung schon beim Kauf um eine oder zwei Generationen veraltet und unbrauchbar war; in Amerika zum Beispiel wird er nur in Manövern als Marqueur für Feindtruppen eingesetzt. Man hat den Panzer Leopard gekauft, obwohl eingeflogene Experten – zum Beispiel ein deutscher Frontgeneral, der zu Hearings nach Bern kam – die Frage stellten, wo wir in unserem kupierten, engkammerigen Gelände mit diesen Panzern herumfahren wollten, einem Gelände, das grösstenteils überbaut ist.

Ich weiss, Herr Feigenwinter, Herr Graf und Herr Rüttimann: Sie sind überzeugt; Sie verhalten sich, als ob wir noch im faschistischen Europa leben würden. Jetzt sind wir umgeben von einer werdenden EG, von der zu hoffen und anzunehmen ist, dass sie sich nicht in hitlerscher Kanonenbootpolitik verhalten werde; die Besetzung des St. Gotthard durch deutsche Handstreichtruppen ist kein aktuelles Problem.

Wenn unsere Aktivdienstgeneration und ein Grossteil der hier Anwesenden vom bisherigen Konzept überzeugt sind, muss ich Ihnen sagen, immer wieder sagen, dass die Jugend von diesem Konzept nicht mehr überzeugt ist. Sie haben gratis die neueste Nummer der «Miliz» vom Juni 1991 zugesandt bekommen; dort wird eine Studie von Ausbildungschef Binder dargestellt, in der Einstellung und Motivation unserer Jugend zur Armee erhoben werden. Die Hälfte der Befragten glaubt bereits vor der Rekrutenschule nicht, dass die Armee effizient sei, nach der Rekrutenschule sind drei Viertel dieser Meinung – wahrlich kein gutes Zeugnis für unsere Schulen! Die Studie stammt nicht von grünen Sektierern, Alternativen und Habenichtsen, sondern vom Ausbildungschef. Ich weiss nicht, wann Sie das endlich zur Kenntnis nehmen wollen!

Ein Konzept, das wir der Jugend gegenüber vertreten könnten – und welches sie unterstützen würde –, würde eine Reduktion der Armeebestände auf ein vertretbares Mass beinhalten; zudem müsste man die Ausbildung intensivieren, Leerlaufzeiten streichen und die Ausbildungen deshalb massiv verkürzen. In der Sanität wäre die Verkürzung um die Hälfte möglich, in der Infanterie mindestens um einen Drittel. Wenn man das verwirklicht und wenn man – was unausweichlich ist – nur noch diejenigen, die wollen, Dienst machen lässt, bekommen wir auch normale Bestände. Dann genügen die Beschaffungskredite, die Herr Bodenmann vorschlägt.

Ein Letztes noch: Im Grunde sprechen wir mit dem Antrag Bodenmann über die Flugzeugbeschaffung. In der heutigen «Neuen Zürcher Zeitung» wird ganz klar gesagt, dass in unserem Seldwyla eine eigene Flugwaffe gar keinen Sinn hat: Wir können sie nicht einsetzen; das Feuerleit- und Flugleitsystem Florida ist veraltet. Wenn man überhaupt noch Flugzeuge fliegen lassen will, ginge das nur in einem grösseren überstaatlichen Verteidigungssystem. Soweit die heutige «NZZ». Folglich können wir ruhig unser Rüstungsprogramm etwas strecken, abwarten, was geschieht, und später sehen, ob wir überhaupt Flugzeuge in einem grösseren System dazukaufen müssen.

Wir empfehlen den Antrag Bodenmann in unserer Fraktion grossmehrheitlich zur Annahme.

M. Aguet: Le programme d'armement revient chaque année au printemps de façon immuable. Comme chez les animaux, il marque la saison des amours entre le Département militaire fédéral et le Parlement heureux, content, docile.

Pour commencer, précisons ce qu'il y a de positif dans le programme d'armement 1991: avec la protection individuelle contre la guerre chimique, nous admettons que l'armée fait un choix utile et difficilement contestable; avec les lance-roquettes, avec les missiles antichars Dragon, avec le matériel de minage, nous nous équipons de façon moderne; avec l'amélioration des canons DCA, avec la munition Cargo, nous renforçons notre capacité de feu; avec les appareils à image thermique, avec les télémètres à laser, nous améliorons sensiblement notre capacité d'observation. Vu sous l'angle technique, il n'y a pas de refus important de la part du Parti socialiste qui continue à penser que les conflits se gagnent sur les plans politique, économique, diplomatique. Par contre, sur le plan fi-

nancier, nos réserves sont bien plus importantes, vous le pensez bien.

Le système des commandes, décidé par des programmes d'armement votés de trop nombreuses années avant les livraisons, devra être revu. Les coûts aussi nous semblent exorbitants et c'est particulièrement les 240 systèmes FARGOF pour l'artillerie qui me poussent à faire cette affirmation. Si nous évoquons l'aspect financier de ce programme, rappelons que les programmes précédents évoluaient dans la bonne direction: 1988 2,4 milliards, 1989 1,8 milliard et 1990 1,4 milliard de francs. Mais voilà que l'appétit revient au Département militaire fédéral avec une demande de 1,770 milliard pour 1991, avec l'annonce très claire dans ce document de l'intention d'achever très prochainement des avions dont nous contestons l'utilité, avec l'information selon laquelle nos prochains programmes seront de 2,8 milliards de francs par année, soit pour 1992, 1993 et 1994.

Nous l'avons dit et nous le répétons encore, l'effort de guerre de notre pays est beaucoup trop important. Avec environ 20 pour cent de son budget, la Suisse finit par se rendre ridicule à une époque où s'organise la paix dans tous les pays qui nous entourent et bien au-delà. La longue discussion sur la sécurité que nous avons eue récemment est très significative. Si la large majorité de ce conseil s'est ralliée à un rapport du Conseil fédéral que nous jugions insuffisant, notre conseil a tout de même voté un document de qualité qui mettait en exergue la nouvelle situation en Europe, la nouvelle situation au plan mondial, la fin de l'affrontement Est-Ouest, l'évolution de toutes choses sur le plan technique, la diminution des tensions entre les pays proches du nôtre, l'importance prise par l'ONU dans le règlement des conflits, la nouvelle efficacité de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, tout l'espoir que représentent tant et tant de situations nouvelles, le désarmement déjà largement amorcé. Nous lisons encore dans la presse cette semaine les efforts de désarmement accomplis soit en Argentine – nous l'avons lu hier – soit au Canada – nous l'avons lu avant-hier.

Notre conseil ne peut pas applaudir à une telle analyse et développer des dépenses militaires. Il doit y avoir cohérence entre le dire et le faire. Dès lors, nous estimons nécessaire de diminuer cette demande de crédits. Nous soutiendrons toutes les propositions qui diminueront les demandes du DMF dans le programme d'armement 1991. Une proposition pour le moins originale sera défendue par M. Bodenmann. M. le président de la commission et d'autres orateurs avant moi l'ont rappelé, il s'agit de dire oui à ce programme qui vaudrait pour les années 1991 et 1992.

Il y a un autre souci qui nous tient à cœur, c'est la reconversion de l'économie des régions touchées par la diminution de l'engagement de l'armée. Nous pensons aux régions de montagne et, en particulier, au Berner Oberland, au canton d'Uri et à d'autres encore dans ce pays. Le fait que les dépenses militaires continuent d'évoluer dans le mauvais sens, même s'il faut prendre en compte l'inflation, comme nous le rappelait M. Leuba tout à l'heure, ne permettra pas aux représentants du Parti socialiste de dire oui au programme d'armement 1991. Mais nous avons encore bon espoir que vous direz oui à nos propositions. Dès lors, nous voterons des deux mains un programme diminué. Sans cela, les socialistes s'y opposeront. Il y va de la cohérence que nous voulons donner à notre politique dans le domaine de la sécurité du pays.

Ledergerber: Es scheint, dass sich hier eine zweite Debatte entwickelt, nämlich wieder eine generelle Debatte über die Weiterentwicklung unserer Sicherheitspolitik und der Landesverteidigung.

Ich bin gerne bereit, auch hier einzusteigen und Ihnen zu sagen, dass ich davon überzeugt bin, dass das Modell «Armee 95» nicht nur nicht den wirklichen Problemen entspricht, sondern in sich auch bereits den Beginn des Scheiterns trägt: «Armee 95» in den geplanten Dimensionen wird nicht stattfinden.

Wir sehen jetzt auch – es ist darauf hingewiesen worden –, dass es die neue Flugwaffe der Schweiz so nicht geben wird. Wir werden unsere konzeptionellen Ueberlegungen, was uns

mehr Sicherheit bringt und was nicht, in den nächsten Jahren wesentlich weiterentwickeln müssen. «Sicherheitspolitik im Wandel» war die Devise, und tatsächlich: sie wird sich und muss sich weiter wandeln.

Man kann unter diesem Aspekt dem Bundesrat durchaus ein Kompliment machen: Er hat in dieses Rüstungsprogramm Posten hineingepackt, die eine gewisse Resistenz gegen Veränderungen aufweisen. So können wir sagen, dass ein rechter Teil dieser Beschaffungsanträge selbst in einer Armee von 150 000 Mann, wie wir sie noch mittragen würden, Platz hätten. Das gilt insbesondere für den individuellen C-Schutz, aber auch für die panzerbrechenden Mittel und das Verminungsmaterial.

Wir werden aber – es ist gesagt worden – vor allem beim Thema Festungsartillerie/Feuerleitsysteme noch einige Fragen und Anmerkungen machen müssen. Und das leitet zu meinem zweiten Punkt über: Dieses Rüstungsprogramm – auch wenn es keine grossen Wellen wirft, wie Albert Rüttimann gesagt hat – hinterlässt bei uns trotzdem ein schlechtes Gefühl, und zwar in mehrfacher Hinsicht. Wir haben diesmal wieder erlebt, wie wir als Parlamentarier mit sehr begrenztem zeitlichem Budget ein Programm evaluieren müssen, obwohl wir eigentlich zeitlich dazu so nicht in der Lage sind.

Die Kommission hat in vier Stunden Beratung diese 1,7 Milliarden Franken verabschiedet. Und immer wenn man bei einem Geschäft etwas tiefer zu bohren beginnt, wenn man nachhakt, nachfragt, in die Verträge hineinschaut, dann sieht man, dass da eigentlich relativ viel vorhanden wäre, das diskutiert werden müsste oder dringend der Ueberwachung bedarf.

Dieses schlechte Gefühl bezieht sich auch auf die Arbeitsteilung, die wir hier im Parlament gegenüber diesen militärischen Geschäften vorgenommen haben. Wir haben einerseits die Militärikommission. Sie prüft ein bisschen die militärischen Aspekte; die andern Aspekte aber, Ueberprüfung des finanziellen Gebarens der Beschaffungsprogramme, haben wir eigentlich ausgelagert, zum Teil an die GPK, zum Teil an die Finanzdelegation.

Das vorliegende Programm macht die generelle Problematik deutlich. Wir haben hier ein Beschaffungsprogramm, das vor allem von Mitte der neunziger Jahre bis weit in die zweite Hälfte der neunziger Jahre hineinreicht. Sehr viele von den Parlamentarierinnen und Parlamentariern, die jetzt bei der Vorbereitung mitgeholfen haben, werden dann, wenn die Beschaffung läuft, nicht mehr dabei sein; man wird auch weitgehend vergessen haben, was hier gesagt worden ist.

Die Ueberwachung der Kosten und der Ausführung der Beschaffung ist eines der kompliziertesten und schwierigsten Geschäfte. Wir haben es zum Teil an die Finanzkontrolle delegiert; vom Parlament her sind wir dazu nicht in der Lage.

Auch wenn wir jetzt diesem Programm mit Ausnahmen zustimmen werden – allerdings verteilt auf die nächsten zwei Jahre –, tut uns dieses Programm weh. Wir geben hier 1,7 Milliarden Franken aus für Beschaffungen, von denen wir zum Teil nicht sicher sind, was sie uns in Zukunft bringen werden, und das in einer Zeit, in der überall für wichtige Sachen das Geld fehlt.

Ich erinnere Sie z. B. an unser Kulturradio DRS 2, das für so viele kulturelle Nischen, für ganz verschiedene Bereiche in diesem Land so wichtig ist – da sind uns 12 Millionen Franken pro Jahr zuviel. Hier geben wir bei einzelnen Posten Dutzende, wenn nicht gar Hunderte von Millionen aus, von denen wir nicht einmal sicher sind, dass sie den Wert und den Nutzen erbringen, den man von ihnen erwartet.

Oder ich erinnere Sie daran, dass wir kein Geld für Mutterschaftsurlaub haben, dass wir kein Geld für Tagesmütter haben, dass wir kein Geld für Tagesschulen haben; von Bildungsurlauben ganz zu schweigen. Und hier, in einem Bereich, wo wir wirklich nicht mehr sicher sind, was er noch soll – soviel an neuer Sicherheit bringt uns das nicht mehr –, sind wir relativ grosszügig bereit, die Referate, die uns das EMD vorbereitet hat, unbesehen abzulesen und zuzustimmen.

Günter, Sprecher der Minderheit: Wieder geben wir 1770 Millionen Franken für verbesserte Waffen aus.

Nach der Diskussion des Sicherheitsberichtes sollten wir jetzt eigentlich Hinweise haben, ob hier eine sinnvolle Ausgabe

vorgeschlagen wird oder nicht. Sie wissen es aus unserer Debatte: Der Sicherheitsbericht gibt uns keine Aufschlüsse, weil wichtige politische Entscheide nicht getroffen sind. Wenn wir aber nicht wissen, wie es weitergeht mit unserem Verhältnis zu Europa, können keine sinnvollen langfristigen Entscheide getroffen werden, denn es ist ein grundlegender Unterschied, ob wir Teil eines Europas mit einem eigenen Sicherheitssystem sind, ob wir in einer Form «Liechtensteinisierung» uns diesem Europa nähern oder ob wir ganz isolationistisch den waffenstarrenden Igel spielen wollen: Alle drei Szenarien bedeuten total verschiedene Ausgangslagen. Aus der Not eine Tugend machend, beschafft das EMD jetzt Kampfstiefel – das war das letzte Mal. Heute sollen wir Gasmasken beschaffen, aber eigentlich ist ganz offensichtlich, dass niemand so recht weiß, wo die Reise hingehen soll. Meine Fraktion hat Herrn Bundesrat Villiger in vieler Hinsicht kritisiert, aber er kann nur zu einem Siebentel etwas dafür, denn die grundlegende politische Entscheidung für eine vernünftige Beschaffungspolitik im EMD müsste natürlich zuvor von der Regierung, vom Gesamtbundlesrat, getroffen werden. Diese Entscheidungen stehen aus. Rüstungsprogramme, Geländeeverstärkung, Bunker, Zivilschutzanlagen, all dies bedeutet Planungszeiten von 10 bis 20 Jahren. Und wenn Sie sich überlegen, was in 10, 20 Jahren sein wird: Es wird ein total verändertes Europa sein. Wenn man nicht weiß, wohin die Reise gehen soll, so kann man nicht sinnvoll planen. Die Folge schlechter Planung ist eine Verschleuderung von Steuergeldern. Das ist das, was wir wahrscheinlich heute tun: Wir setzen die Steuergelder nicht effektiv, nicht maximal ein.

In der Kommission habe ich ein besonders zweifelhaftes Geschäft herausgegriffen, und zwar die Reichweitensteigerung bei den Haubitzen 10,5 cm, 130 Geschütze sollen da für 80 Millionen um einen Meter verlängert werden. Die Kosten betragen also ungefähr eine Drittel Million Franken pro Geschütz.

Das Geschütz hat Jahrgang 1946. Es ist also drei Jahre jünger als ich. Als wir es in Thun besichtigt haben, glaubte ich zuerst, einen Teil des Armeemuseums vor mir zu haben. Dann haben wir aber gehört, dass sei kein Armeemuseumsbestandteil, sondern das Geschütz, das um einen Meter verlängert werden soll. Ziel dieser Verlängerung ist, dass es etwas weiter schiessen kann, zwar nicht in den Hauptverkehrsachsen – da soll es nicht taugen –, aber irgendwo nebenaus im Gelände soll es helfen, die Schweiz gegebenenfalls zu verteidigen. Ein ganz besonderer Vorzug dieses Geschützes sei, dass man es an einen Helikopter hängen könne, weil es nicht so schwer sei, und im Gelände, je nach Kriegslage, dorthin transportieren könne, wo man es brauche.

Stellen wir uns die Situation in einem Gott sei Dank sehr, sehr unwahrscheinlichen Ereignisfall vor, vielleicht auch die Luftsituation: Wie viele dieser Geschütze werden wohl per Helikopter an allfällig nötige Kriegsschauplätze transportiert werden? Was man da macht, habe ich in der Kommission als «Face lifting für ein alte Tante» bezeichnet und mir dabei den Unwillen des Herrn Generalstabschefs zugezogen, der sich sehr stark dagegen verwarht hat. Aber auch die Artillerieoffiziere finden, das Geschäft sei keine so gute Idee. Das hat den Herrn Generalstabschef noch viel mehr verärgert, und er hat sich negativ über diese Herren geäußert, die meinten, sie bekämen etwas Besseres, und nichts von Politik und Geldsparen verstünden. Es ist also ein hochproblematisches Geschäft. Mein Verdacht ist nicht ausgeräumt, dass es in erster Linie nicht um eine Reichweitensteigerung einer Kanone der Armee geht, sondern um eine Ertragswertsteigerung einer Firma, die das EMD gerne unterstützen möchte.

Wir haben in unserer Fraktion gesagt, dass wir in der heutigen Phase der Diskussion nicht an der Höhe der Budgets 91 herumkritisieren wollen. Ich habe daher in der Kommission einen Vorschlag gemacht, wie man diese 80 Millionen sinnvoller ausgeben könnte: nämlich beim Bauprogramm. Da ist der Ständerat Erstrat – er berät zurzeit dieses Geschäft –, aber mein Antrag ist bereits eingereicht.

Ich schlage vor, dass man die bei den Haubitzen eingesparten Beträge zur Sanierung der Kasernen einsetzt. Mein zweitältester Sohn hat gerade die RS hinter sich gebracht. In der Kasernenanlage musste er im Winter mehrere hundert Meter im

Freien zurücklegen, um in die Duschanlage zu kommen, die provisorisch aufgestellt wurde, weil die Kaserne keine eigene richtige Duschanlage hat. Und die einzige Möglichkeit, den Raum richtig zu wärmen, war, die Warmwasserdusche zuvor anzustellen. Solche Zustände haben wir heute in unseren Kasernen!

Wenn wir in Gefängnissen derartige Zustände hätten wie in einigen EMD-Unterkünften, gäbe es einen Volksaufstand. Man spricht davon, die Jugend zu motivieren. Wir meinen: Wenn wir in dieser Phase, wo niemand weiß, was man überhaupt tun soll, schon etwas im Bereich Militär tun wollen, so könnten wir einmal die bundeseigenen Kasernen sanieren, diese Gebäude auf einen modernen Stand bringen. Dann ist das Geld einigermassen sinnvoll angelegt. Diese Gebäude wird man auch später irgendwie nutzen können, wenn sie saniert sind. Der Antrag dazu ist von unserer Fraktion eingereicht. Er wird – wie gesagt – erst im September zu Ihnen kommen, wenn der Ständerat das Bauprogramm des EMD beraten hat.

Noch eine Bemerkung zur Stimmung in der Militärikommission: Die Militärikommission hat in letzter Zeit, etwa seit einem Jahr, einen hohen Unterhaltungswert. Es ist interessant, Mitglied dieser Kommission zu sein, aber nicht etwa, weil dort besonders interessante Geschäfte behandelt werden, sondern – das ist eigentlich bedauerlich – weil die Stimmung so gespannt ist, weil man schlecht miteinander umgeht, weil man nicht erträgt, dass Fragen gestellt werden, weil die Leute wütend werden, wenn insistiert wird, weil Prestigefragen aufkommen. Kurzum: In dieser Kommission herrscht Hochspannung. Der Dialog ist nur noch beschränkt möglich.

Nur ein kleines Beispiel: Ich habe mich im letzten Jahr darum bemüht, dass die Mig-29 in die Evaluation eines Kampfflugzeuges einbezogen würde. Nicht weil ich persönlich glaube, dass wir ein neues Kampfflugzeug brauchen, sondern weil ich mir überlegt habe: Wenn schon beschafft werden muss, dann könnten wir es im Osten kaufen, um wenigstens einen Beitrag zur wirtschaftlichen Stabilisierung dieses Teils der Welt zu leisten, denn Instabilität in diesem Teil der Welt betrifft unsere Sicherheit ganz konkret. Und über die wirtschaftliche Stabilisierung geht die Stabilisierung noch am ehesten.

Man hat dann zuerst das Flugzeug schlechtgemacht, indem man erzählt hat, was es alles nicht kann, so dass man sich gewundert hat, warum man jahrzehntelang vor diesem Flugzeug so Angst gehabt hat – bevor der Vorhang gefallen ist, hat es immer geheissen, es sei ein ganz gefährliches Flugzeug. Nach dem Fall der Mauer war es plötzlich ein Schrotthaufen, der kaum mehr fliegen konnte. Nachdem es sich anschliessend herausstellte, dass die Mig-29 doch tauglich ist, hat das EMD versprochen, eine Fast-Evaluation zu machen. Dann gab es eine einzige Sitzung, an der ich nicht teilnehmen konnte, weil ich beruflich verhindert war. Ich habe darum gebeten, dass man nicht gerade an dieser Sitzung Bericht erstattet. Und ausgerechnet an dieser Sitzung hat dann die Kommission – obwohl der Präsident mir versprochen hatte, nicht darüber zu sprechen – schnell das Projekt Mig-29 beurteilt. Ich habe dann im Protokoll nachlesen können, was gesagt wurde. Der Hauptgrund dagegen war – es stand so im Protokoll –, dass es zwar ein sehr gutes Flugzeug sei, sehr gut, aber sehr, sehr aufwendig im Unterhalt. Das sei der Hauptgrund, warum es für uns nicht in Frage kommen könnte.

Nun lese ich diese Woche mit grosser Verwunderung im «Spiegel», dass Deutschland die Mig-29 evaluiert hat und wahrscheinlich Staffeln an der Ostgrenze einsetzen wird. Einer der grossen Vorzüge sei insbesondere, dass die Reparaturkosten niedrig seien und die Unterhaltskosten wesentlich unter denjenigen vergleichbarer westlicher Kampfflugzeuge liegen! Wie verträgt sich das mit der Information in der Militärikommission? So können wir einfach nicht miteinander umgehen! Das untergräbt das Vertrauen. Ich hoffe, dass Herr Bundesrat Villiger der Sache noch einmal nachgeht. Ich kann mir nicht vorstellen – ich habe bis jetzt jedenfalls kein Dementi gelesen –, dass man mit derartiger Präzision in einer renommierten Zeitschrift Dinge publizieren kann, wenn sie völlig aus der Luft gegriffen sind.

Ich komme zurück auf das Rüstungsprogramm. Die LdU/EVP-Fraktion schlägt Ihnen vor, die 80 Millionen bei den Hau-

bitzen 10,5 cm einzusparen und sie später im Bauprogramm zur Sanierung von Kasernen einzusetzen, damit unsere jungen Leute wenigstens unter menschenwürdigen Umständen ihre RS hinter sich bringen können. Wir möchten auf dieses «Face lifting der alten Tante» verzichten, das unserer Ansicht nach nicht ein Kampfwertsteigerungs-, sondern ein Ertragswertsteigerungs- und Beschäftigungsprogramm ist.

Loretan: Die freisinnige Fraktion unterstützt einhellig die Anträge von Bundesrat und Kommissionsmehrheit.

Das Rüstungsprogramm 1991 ist mit einem Gesamtkredit von nahezu 1,8 Milliarden Franken eher schmalbrüstig und von der «Friedensdividende» gekennzeichnet, die man dem EMD durch die nominelle Plafonierung der Rüstungsausgaben auf dem Stand von 1990 abgeknöpft hat. Die vorliegende Beschaffungstranche, die letzte des Ausbauschrittes 1988 bis 1991, macht einerseits deutlich, dass auf gewisse Anschaffungen verzichtet werden muss; man begnügt sich mit Kampfwertsteigerung von altem Material. Auf der anderen Seite wahrt man Handlungsspielraum im Hinblick auf das nächste Rüstungsprogramm 1992, welches die Flugzeugvorlage bringen soll.

Das Rüstungsprogramm 1991 ist mit den darin enthaltenen Vorhaben auf «Armee 95» abgestimmt, soweit sie in Umrissen erkennbar geworden ist. Die Vorlage ist in jeder Beziehung verkraftbar, vertretbar; sie blieb denn auch in der vorberatenden Kommission bei den einzelnen Beschaffungsanträgen mit einer Ausnahme unbestritten.

Nun ist gestern spät ein Antrag von Kollege Ledergerber zu Fargof, dem Festungsartillerie-Feuerleitsystem, verteilt worden. Ich werde später darauf zurückkommen. Ich muss an dieser Stelle dem Kollegen Ledergerber in Erinnerung rufen, dass alle Mitglieder der Militärikommission Gelegenheit hatten, an einer ganztägigen Tournee die vorgeschlagenen Beschaffungen zu besichtigen. Man hatte dort die Möglichkeit, Fragen zu stellen. Wenn ich mich richtig erinnere, war Herr Ledergerber an diesem Tag nicht dabei, vielleicht war er verhindert, vielleicht fehlte es an Interesse. Man darf sich dann nicht hier beklagen, man habe zu wenig Zeit gehabt, sich mit der Vorlage im Kreise von Kollegen auseinanderzusetzen.

Die beiden Schwergewichte des Rüstungsprogramms 1991, die Verstärkung der Panzerabwehr auf der unteren taktischen Stufe sowie ein deutlich verbesserter C-Schutz für die Armeeangehörigen, sind für den einzelnen Wehrmann bedeutungsvoll und vertrauensbildend. Dieser psychologische Faktor darf auch in Zukunft bei der Formulierung der Rüstungspolitik nicht unterschätzt werden. Unsere jungen Leute haben Anspruch auf zeitgemäßes Material, von dessen Wirksamkeit sie überzeugt sein können. Es ist verständlich, dass sie den Standard, den sie im Beruf und im Privatleben kennen, auch in der Armee beanspruchen. Dann wird auch die Motivation zur Dienstleistung gut bleiben – Herr Fierz –, sofern sie überhaupt so schlecht ist, wie Sie das behaupten, aber nicht beweisen können.

Der Ersatz des veralteten Raketenrohrs durch eine moderne Panzerabwehrwaffe auf Stufe Kompanie entspricht einer Forderung, die unsere Fraktion seit Jahren erhoben hat. Die Beschaffung von Tandemgeschossen für die Panzerabwehrlenkwaffe Dragon auf Bataillonsstufe stellt sicher, dass das breite Spektrum moderner Panzerabwehr – vom Panzerjäger mit Tow-Lenkwaffengeschossen bis zur neuen Panzerfaust – auf der Höhe der Anforderungen bleiben kann. Dasselbe gilt in bezug auf die Kampfwertsteigerung bei weiteren 80 35-mm-Fliegerabwehrkanonen 63/75. Erfahrungen aus dem Golfkrieg haben den grossen Wert der Kanonenfliegerabwehr, eines relativ einfachen, robusten Waffensystems, im elektronisch geführten Krieg klar gezeigt.

Eine kritische Sonde ist sicher an die vom Bundesrat beantragte Reichweitensteigerung bei 230 Haubitzen 46 zu legen. Dieser Antrag ist im übrigen symptomatisch für die bei der Artillerie bestehenden, zum Teil gravierenden Lücken. «Armee 95» soll hier auf Stufe Armee und Armeekorps Verbesserungen bringen. Insbesondere wird es um die zeitverzuglose Bekämpfung von Zielen über moderne Aufklärungszielortungs-, Uebermittlungs- und Feuerleitmittel gehen. Vor rund

10 Jahren liebäugelte man in den Planungsbüros des EMD mit dem englischen 10,5-cm-Lightgun. Die 10,5-cm-Haubitze ist für Verschiebungen ebenso flexibel wie dieses modernere, englische Geschütz, dessen Beschaffung nicht zwingenden, sondern lediglich Wunschbedarf abgedeckt hätte und damit zu Recht nicht beantragt worden ist.

Für die Bekämpfung von nichtgepanzerten Zielen abseits der Hauptverkehrsachsen im Gebirge ist die Haubitze 46 durchaus noch tauglich. Die Festungsminenwerfer und das in Entwicklung stehende Festungsgeschütz Bison sind statisch eingesetzt, das heißt nur mit dem Feuer beweglich. Der Nachteil, dass dieses relativ alte Geschütz keine panzerbrechende Munition verschiessen kann, kann in Kauf genommen werden. Gegen sogenannt weiche und schwachgepanzte Ziele, wie sie vor allem im Gebirge auftauchen, ist es indes durchaus tauglich.

Trotz gewissen Bedenken stimmt die FDP-Fraktion der Reichweitensteigerung bei den im Gebirgsarmeekorps eingegliederten Geschützen zu, weil nicht zuletzt aus finanziellen Gründen Alternativen nicht gegeben sind. Wer nur über eine Steinschleuder verfügt, wirft sie nicht fort, wenn er die Möglichkeit hat, ein neues, stärkeres Gummiband daran zu montieren. Wir lehnen daher den Minderheitsantrag Günter ab.

Zum Antrag Ledergerber: Er ist ansatzweise in der Militärikommission aufgetaucht. Ich spreche dem Antragsteller keineswegs das Recht ab, hier tiefer zu bohren; er hat das auch angekündigt. Ich möchte – um etwas Effizienz in die Beratung zu bringen – bereits jetzt vier kurze Bemerkungen zu diesem Antrag anbringen. Er will ja die Zurückstellung von 240 Fargof-Feuerleitsystemen für die Festungsartillerie – dies entspricht 80 Millionen Franken.

1. Das Fargof entspricht dem bereits beschafften Fargo für die mobile Artillerie.

2. Man darf nicht – wie das Herr Ledergerber offenbar tut – dieses Gerät mit einem normalen Büro-PC vergleichen. Ein normaler PC verfügt über keine Datenübertragungsmöglichkeiten, wie sie von Fargof gefordert werden. Und die Datensicherung bei Systemausfall ist bei einem Büro-PC auch nicht zuverlässig gegeben. Das ganze Umfeld – weitere Geräte um den Rechner herum – ist bei einem PC auch nicht vorhanden.

3. Es wird unter Konkurrenz das preisgünstigste System zur Beschaffung vorgeschlagen, und es stammt aus Schweizer Produktion.

4. Das Gerät, das die Anforderungen erfüllt, wird in zwei, drei Jahren des Zuwartens vielleicht gar nicht mehr angeboten.

Wir haben Vertrauen in die Beschaffungsinstanzen und glauben nicht, dass man uns auf den Leim führen will. Wir werden also – allfällige, wirklich bessere Belehrungen vorbehalten – den Antrag Ledergerber ablehnen.

Ich erlaube mir – wie die bundesrätliche Botschaft dies tut und wie andere Sprecher das hier getan haben – einen Ausblick in die Zukunft, speziell auf das Rüstungsprogramm 1992, das zurzeit in Vorbereitung ist und mit grosser Wahrscheinlichkeit das neue Kampfflugzeug enthalten wird. Dies wird übrigens auch in der Botschaft des Bundesrates zum vorliegenden Rüstungsprogramm – zumindest zwischen den Zeilen – auf Seite 6 angekündigt.

Zu Recht unterstreicht der Gesamtbundesrat, dass in der kommenden Legislaturperiode die Luftverteidigung wesentlich verbessert werden muss. Die Ungewissheit darüber, wie in diesem zentralen Bereich unserer Politik der bewaffneten Neutralität Ziele und Mittel aussehen sollen, muss endlich beseitigt werden. Die freisinnige Fraktion fordert den Bundesrat auf, Entscheide zu treffen und Entschlossenheit zu zeigen. Wir erwarten, dass der Bundesrat den Typenentscheid für das neue Kampfflugzeug noch in diesem Sommer trifft und dass mit dem nächsten Rüstungsprogramm dem Parlament eine klar begründete Vorlage unterbreitet wird.

Ich wende mich an die Kolleginnen und Kollegen von der sozialdemokratischen und der SVP-Fraktion: Wir Freisinnigen scheuen die Frage der Kampfflugzeugbeschaffung als Wahlkampfthema nicht. Auch unsere militärische Landesverteidigung braucht ein sicheres Dach über dem Kopf. Der Schutz des Luftraumes ist, solange wir nicht in einem europäischen Sicherheitssystem eingebunden sind, unsere ureigenste Auf-

gabe. Ein solches System ist, wie wir wissen, noch in weiter Ferne. Vorläufig – wohl noch für die Zeit bis zur Jahrtausendwende – sind wir auf uns selber gestellt und haben die aus der bewaffneten Neutralität sich ergebenden Pflichten zu erfüllen. Wir sind, entgegen der von SVP-Seite hin und wieder geäusserter Meinungen, nicht der Ansicht, dass es zwingend sei, vor der Unterbreitung der Flugzeugbeschaffungsvorlage das neue Konzept der militärischen Landesverteidigung im Parlament verabschiedet zu haben. Die beiden Vorlagen – neues Armeeleitbild einerseits und neues Kampfflugzeug anderseits – lassen sich durchaus in einer einzigen Botschaft bzw. in zwei zeitlich und sachlich parallel geschalteten Vorlagen präsentieren. Der Chef EMD hat im übrigen das Armeeleitbild für 1992 in Aussicht gestellt; damit wäre wohl auch Herr Lezzi von der «Neuen Zürcher Zeitung» zufrieden.

Dem Minderheitsantrag der SP, den Kreditrahmen gleich für zwei Jahre, also auch für 1992, gelten zu lassen, kann aus der Sicht dieser Partei die Folgerichtigkeit kaum abgesprochen werden; dies mit Blick auf die Flugzeugbeschaffung einerseits, mit Blick auf die Armeehalbierungs-Initiative der Sozialdemokraten andererseits.

Die freisinnige Fraktion ist nach wie vor nicht bereit, einer solchen – im europäischen Raum betrachtet – isolierten Abrüstungspolitik zu folgen. Sie ist im Gegenteil gewillt, sie nach wie vor zu bekämpfen. Mit der nominellen Einfrierung der Rüstungsausgaben bis 1994 ist beileibe des Guten genug, ja zuviel getan worden! Zu weiteren solchen Uebungen werden wir nicht Hand bieten, im Gegenteil: Wie wir bereits in der Debatte zum bundesrätlichen Sicherheitsbericht 1990 dargelegt haben, ist sobald als möglich auch der militärischen Landesverteidigung wiederum der Teuerungsausgleich zu gewähren. Alles andere gefährdet die Glaubwürdigkeit unserer sicherheitspolitischen Anstrengungen.

Zum zweiten Teil des Minderheitsantrages Bodenmann: Wenn die Armee abspeckt, wird auch das EMD nicht ungeschoren davonkommen, dies wird insbesondere – leider – in wirtschaftlich schwächeren Regionen unseres Landes – auch im Oberwallis des Herrn Bodenmann – Probleme bringen. Um deren Auswirkungen auf die Arbeitsplätze und damit auf die Bevölkerung zu mildern, stehen aber andere Instrumente zur Verfügung als verfrühte, ins Blaue ziellende Kreditsprechungen. Der Chef EMD hat in der Militärikommission Ueberlegungen vorgetragen. Wir gehen davon aus, dass er dies auch heute tun wird. Wir verzichten daher auf weitere Ausführungen unsererseits. Wir beantragen vielmehr, das in Form eines Minderheitsantrages Bodenmann vorgelegte durchsichtige Manöver zur Abfederung des «Halbierungsantrages» an den Absender zurückzuschicken, d. h., den doppelbödigen Minderheitsantrag Bodenmann abzulehnen.

Die FDP-Fraktion wird geschlossen die Anträge von Bundesrat und Kommissionsmehrheit unterstützen und die Minderheitsanträge ablehnen.

Präsident: Die liberale Fraktion teilt mit, dass sie dem Rüstungsprogramm zustimmt.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Fierz: Herr Loretan hat soeben gesagt, dass die Motivation der Jugend schlecht sei, sei eine Behauptung von mir, die ich nicht belegen könne. Ich lasse mir das einfach nicht bieten! Die schlechte Motivation wurde in einer Studie herausgefunden, die im Auftrag von Korpskommandant Binder, dem Ausbildungschef, gemacht wurde. Diese Studie existiert, wie mir Herr Bundesrat Villiger soeben bestätigt hat, und sie ist ausführlich referiert in der sehr militärfreundlichen Zeitschrift, Herr Loretan, mit dem Namen «Miliz», Juni 1991, auf den Seiten 58–61. Ich empfehle Ihnen dringend die Lektüre dieses Artikels.

Feigenwinter, Berichterstatter: Ich glaube, es war Herr Fierz, der gesagt hat, dass dieses Rüstungsprogramm immer noch in den Denkschemata des kalten Krieges stehenbleibe. Das kann man einfach nicht behaupten, wenn man ehrlich ist. Dieses Rüstungsprogramm trägt der Veränderung, der Entspan-

nungs- und Bedrohungssituation in Europa und der Welt Rechnung. Wir beschaffen nichts, was unsere Armee zementieren würde, sondern wir verstärken den persönlichen Schutz des Wehrmannes, wir verstärken allenfalls die Feuerkraft unserer Armee, aber wir tun nichts, das uns nicht Handlungsfreiheit lassen würde.

Wir sind beweglich genug abzuwarten, ob «Armee 95» – wie das Herr Ledegerber angeschnitten hat – das Endziel sei; das ist durchaus offen. Der Verteidigungsauftrag dieser neuen Armee ist auch noch nicht restlos festgelegt, er wird immer beweglich bleiben müssen. Auch die Armee wird beweglich bleiben und sich den Veränderungen in Europa und der Welt anpassen müssen.

Herr Günter hat sich darüber beklagt, dass die Atmosphäre in der Militärikommission schlecht geworden sei, dass man keine Fragen stellen dürfe. Ich habe eher den Eindruck, man habe in der Militärikommission noch nie so sehr wie heute versucht, den Dingen auf den Grund zu gehen; das ist vielleicht nicht auf allen Seiten gleichermassen der Fall, aber ich bemühe mich als Präsident dieser Kommission, den Fragen nicht auszuweichen, sie auszudiskutieren, vor allem dann, wenn sie zur richtigen Zeit und am rechten Ort gestellt werden. Sowohl Herr Günter wie Herr Ledegerber müssten wissen, dass man präsent sein muss, wenn etwas behandelt wird, und sich nicht wundern darf, dass die Sache, wenn abgestimmt wird, damit erledigt ist. Wir haben immer noch Mittel und Wege, den Dingen auf den Grund zu gehen. Wir werden Gelegenheit haben, das beim Antrag Ledegerber zu tun.

M. Leuba, rapporteur: Je répondrai très brièvement à une ou deux questions évoquées lors des débats d'entrée en matière. M. Fierz vous propose d'appuyer la proposition Bodenmann, c'est-à-dire de renoncer à un programme d'achat 1992, avec l'arrière-pensée tout à fait évidente d'éliminer ainsi la question sur l'avion de combat. Il est un peu facile d'éliminer ce problème en trois phrases, sans se poser véritablement les questions fondamentales de l'utilité de cet avion de combat dont le Parlement doit débattre.

A M. Aguet, je répondrai que j'avais exprimé l'espoir que l'on ne répéterait pas toujours que le budget du Département militaire fédéral augmente. Cet espoir est déçu, mais je me suis sans doute mal exprimé. Monsieur Aguet, vous confondez manifestement deux choses que j'ai essayé d'expliquer: le programme d'armement et le montant consacré chaque année à l'armement dans le budget du Département militaire fédéral. Le programme d'armement a évidemment des pointes et des niveaux bas. Cela ne veut rien dire quant à l'effort militaire effectué chaque année. Vous trouvez ce renseignement dans le budget du Département militaire fédéral. Vous savez très bien que le programme d'armement 1990 était réduit parce qu'il remplaçait celui consacré à l'avion de combat qui devait sortir en 1990. C'est la raison pour laquelle il était extraordinairement bas, c'est-à-dire de 1,400 milliard de francs en comparaison des 2,800 milliards de francs proposés chaque année dans le budget en ce qui concerne l'armement. Il était évident qu'on n'allait pas en rester à ce niveau-là puisque les 2,800 milliards de francs qui ont été fixés pour les années 1991 à 1994 correspondent au montant de 1990, d'où l'affirmation que, compte tenu de l'inflation, la réduction réelle, en valeur réelle, sur le budget militaire est de 20 à 25 pour cent.

Je répondrai à M. Ledegerber qu'il est fâcheux qu'il n'ait pas participé à la visite à Thoune qui a donné l'occasion après chaque présentation – il y a eu l'heure des questions, si je puis dire – de poser des questions à propos de chaque système et de chaque équipement. Ces questions ont été largement posées d'ailleurs. C'était à mon avis l'endroit où l'on pouvait obtenir le maximum de renseignements, notamment aussi sur les questions financières. Il est faux de faire des comparaisons avec les budgets accordés pour la radio. Les réponses données sont faciles, mais aussi sommaires que votre raisonnement: si nous perdons notre indépendance, la question des 12 millions de francs pour la Radio suisse ne se posera naturellement plus au Parlement. J'admetts que la réponse est aussi sommaire que la comparaison que vous aviez faite.

Enfin, j'aimerais dire deux choses à M. Günter. Il est exact que certains officiers d'artillerie émettent des doutes quant à la prolongation ou à l'utilité de la prolongation du tube de l'obusier 10,5 cm. Mais le Parlement doit savoir ce qu'il veut. D'une part, nous devons réduire les programmes d'armement, limiter leurs dépenses, alors que, d'autre part, cette proposition revient à augmenter les coûts parce que les officiers d'artillerie ne consentent pas à la transformation de l'obusier 10,5, mais veulent des armes plus modernes qui coûtent naturellement plus cher. A titre personnel, je ne suis pas enthousiasmé non plus par la proposition de modification des vieux obusiers de 1946, ce que j'ai dit en commission. Mais, dans la mesure où nous entendons limiter le budget militaire, cette solution me paraît acceptable, moins efficace sans doute que l'achat de nouvelles armes, mais meilleur marché. C'est finalement une pesée d'intérêts entre le prix et l'efficacité, et le rapport me paraît acceptable.

En ce qui concerne enfin l'accusation concernant le problème du MIG 29, je répliquerai très clairement à M. Günter que la commission a infiniment regretté, a trouvé très fâcheux qu'il n'ait pas été présent, comme il ne l'est pas en ce moment, lors de la discussion, même si nous savions qu'il était excusé pour une raison importante. Ce n'est pas à cause des frais d'entretien que le MIG 29 a été abandonné, mais parce qu'il nous oblige à changer complètement notre système de direction de l'aviation. Vous savez qu'aujourd'hui celle-ci se dirige depuis le sol, ce ne sont plus les aviateurs qui choisissent leur cibles et leurs trajectoires, tout est dirigé depuis le sol. Cela implique donc le changement complet de notre système d'aviation. Avec la reprise des MIG 29 de l'ancienne RDA, la République fédérale d'Allemagne se heurte aussi à ce problème. Par conséquent, elle hésite fortement à les incorporer parce que cela l'obligerait à avoir deux systèmes de direction de son aviation. Nous avons la chance de pouvoir encore choisir. Cette raison a paru suffisante à la commission pour renoncer à pousser plus loin l'évaluation du MIG 29. De plus, en matière d'acquisition d'armes, il ne faut pas toujours repousser les décisions. Nous souhaitons vivement – et c'est aussi le voeu de la Commission des affaires militaires – que le Conseil fédéral décide rapidement de ce qu'il entend faire avec le nouvel avion de combat, ce qui implique surtout que les commissions ne mettent pas constamment des barrières supplémentaires, afin que la décision puisse être prise de façon adéquate.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Günter: Ich möchte mich zur Bemerkung des Kommissionspräsidenten und auch zu derjenigen von Herrn Leuba äußern.

Ich stelle fest, dass ich mit dem Präsidenten über meine Abwesenheit im Januar gesprochen und mich vergewissert habe, dass das Thema «Mig-29» an dieser Sitzung nicht traktandiert war. Man hat dann am Morgen der Sitzung beschlossen, es trotzdem zu behandeln. Das, Herr Präsident, hat mich getroffen, weil wir es anders vorbesprochen hatten. Ich habe Ihnen den Grund angegeben, warum ich nicht kommen konnte. Ich hätte alles auf den Kopf gestellt, um zu kommen, wenn ich gewusst hätte, dass man nicht Wort hält und dass man das Geschäft – obwohl nicht traktandiert – trotzdem behandelt. Es sind diese Dinge, wie gegenseitiges miteinander Umgehen, die das Vertrauen in der Kommission auch stören.

Feigenwinter, Berichterstatter: Es ist richtig, was Sie gesagt haben, dass ich Ihnen zugesichert hatte, dass das Thema nicht traktandiert werde. Aber weil sich am Morgen dieser Sitzung herausgestellt hat, dass die Sache wirklich spruchreif war, und weil seitens des Departementsvorstehers Ausführungen dahingehend gemacht wurden, dass man diese Sache endlich vom Tische haben wolle – sie wurde zweimal hinausgeschoben –, hat die Kommission mehrheitlich beschlossen, das zu behandeln.

Vergewaltigt worden sind Sie nicht, und wenn Sie sich jetzt auf einen «Spiegel»-Artikel beziehen und sagen, dort sei auch die Qualität dieses Flugzeugs dargestellt worden, so habe ich Ihnen gestern schon gesagt und wiederhole es in aller Offen-

lichkeit: Der Wahrheitsgehalt von «Spiegel»-Artikeln steht für mich immer in Zweifel. Im Zweifelsfalle halte ich mich genau an das Gegenteil dessen, was im «Spiegel» geschrieben wird; dann bin ich viel näher bei der Wahrheit.

Bundesrat Villiger: Die Debatte hat gezeigt, dass solche Rüstungsvorlagen immer in einem Spannungsfeld stehen zwischen verschiedenen Auflagen und Rahmenbedingungen wie z.B. von «Armee 95», der Sicherheitspolitik, des Bundeshaushaltes usw. Ich habe mich mittlerweile auch daran gewöhnt – ich habe das gestern im Ständerat gesagt –, dass man bei der Konstruktion jedes Munitionshäuschens wieder von vorne beginnen und zuerst begründen muss, warum es eigentlich eine Armee braucht, und erst dann langsam aufzubauen kann.

So ist es auch mit den Rüstungsprogrammen. Vielleicht auch zu Recht. Ich will hier nicht wieder eine breite Lageanalyse vornehmen – das haben wir bei der Debatte über die Sicherheitspolitik eingehend getan –, aber weil einige Voten in dieser Richtung gefallen sind, gestatten Sie mir trotzdem einige Bemerkungen.

In seinem Bericht über die Sicherheitspolitik hat der Bundesrat den Auftrag für die Arrhee umschrieben – und zwar sehr detailliert. Das ist hier umstritten gewesen, aber es wurde kein entsprechender Antrag akzeptiert. Der Bundesrat kann von diesem Auftrag, der vernünftig ist, nach wie vor ausgehen. Wie im Detail die «Armee 95» realisiert wird, dazu können Sie dann eingehend Stellung nehmen.

Es ist so, wie Sie gesagt haben, Herr Günter, wir leben in einer Zeit, in der man sehr unsicher ist. Wir kennen die Zukunft nicht, das ist richtig, und wir haben dies eingehend analysiert. Aber ich weiß nicht, ob Ihre Schlussfolgerung richtig ist. Wenn man sagt, man dürfe nichts präjudizieren, ist Nichtstun unter Umständen das fatalste und gefährlichste Präjudiz. Wir müssen eine Politik der offenen Optionen betreiben, und diese Politik betreiben wir ja nicht, ohne dass wir in den grossen Linien wüssten, wie sich die nächsten Jahre entwickeln könnten. Wir wissen schon sehr viel. Wir wissen beispielsweise, dass das CFE-1-Abkommen über Abrüstung im konventionellen Bereich wieder eine grössere Chance hat, ratifiziert zu werden. Wir wissen aber auch ganz genau, welche Obergrenzen an Waffen auf beiden Seiten noch vorhanden sein werden, und ich kann Ihnen nur sagen: Es sind beachtliche Obergrenzen. Europa wird auch nach dem Vollzug dieses Abkommens, der etwa vier, fünf, sechs Jahre dauern wird, die höchstgerüstete Region der Welt bleiben.

Wir wissen, dass der Technologiewettlauf ungebremst weitergeht. Wir wissen, dass die Nato praktisch nichts abbauen muss – Sie kann sogar bei den Luftkriegsmitteln noch aufbauen, wenn sie will –, dass dieser Abbau technologisch überkompensiert wird. Wir wissen zum Beispiel, dass auf beiden Seiten der früheren Grenze noch je 20 000 hochmoderne Panzer verbleiben werden. Deutschland hat den Zweiten Weltkrieg mit 3000 viel weniger modernen Panzern vom Zaun gerissen!

Wir planen nicht ins Nichts hinein. Wir kennen die Potentiale um uns herum ganz genau. Wir wissen auch jetzt schon, dass die Sicherheitsordnungen der Zukunft, wie immer sie aussehen werden, auf Armeen beruhen werden, und in diesem Sinne haben auch wir eine Funktion für Europa zu erfüllen. Wir wollen als eines der reichsten Länder keine sicherheitspolitischen Trittbrettfahrer sein, die sich von anderen schützen lassen, sondern wir wollen einen Beitrag leisten. Diese Armeen haben aber nicht mehr Angriffsfunktionen – das habe ich letztes Mal bei der Sicherheitspolitik schon ausgeführt. Wir hoffen, dass die Doktrinen nun nachhaltig verändert werden, dass in der zukünftigen Rüstung die Nichtangriffsfähigkeit schwerer gewichtet wird. Wir haben sie längst realisiert. Diese Armeen haben auch die Funktion, den raschen Wandel abzusichern und die ungleichen Tempi zwischen dem militärischen und dem politischen Bereich aufzufangen. Auch hier haben wir eine glaubwürdige Landesverteidigung als stabilisierendes Element einzubringen.

Nun, ich habe gesagt, der Auftrag der Armee sei klar. Er ist vor allem klar, solange wir an der bewaffneten Neutralität festhalten.

Es ist ja Mode geworden, dass man von der kollektiven Sicherheitsordnung der Zukunft spricht. Herr Graf hat es angedeutet, und auch Herr Günter hat sich dazu geäussert; es ist richtig, dass noch nichts Greifbares vorliegt und noch eine etwas wirre Situation besteht. Verschiedene mögliche Kristallisierungspunkte einer solchen Ordnung sind vorhanden: die Nato, die KSZE, die WEU, bilaterale Beziehungen, die EG, die selber in letzter Zeit vermehrt von Sicherheitspolitik spricht. Aber etwas kann man jetzt schon sagen: Wenn einmal eine solche Ordnung aus diesen verschiedenen Ansatzpunkten herauswachsen sollte und wenn wir uns je – aber es braucht vorher noch einige politische Entscheide über die Neutralität, das Verhältnis zu Europa usw. – entscheiden sollten, in einer solchen Ordnung mitzumachen und uns quasi an der kollektiven Verteidigung Europas zu beteiligen, wird man von uns ebenfalls Leistungen verlangen.

Man wird von uns erwarten, dass wir etwas einbringen, und wenn Sie zum Beispiel im Rahmen der Nato beachten, was die kleinen Länder einzubringen haben – ich denke an Dänemark, Norwegen, Belgien, Holland –, sind das vor allem modernste Kampfflugzeuge. Diese Länder haben alle zwischen 80 und 140 Stück F-16, und wir sprechen so lange über 34 Flugzeuge. Ich will damit nur sagen, dass die Hoffnung, eine Sicherheitsordnung in Europa würde uns von solchen lästigen Entscheidungen entbinden, eine falsche Hoffnung ist.

Nun komme ich zu den Finanzen: Auch bei der Diskussion über die Finanzen ist das ganze breite Spannungsfeld, etwa zwischen dem Votum von Herrn Graf, der mich zu Recht an meine Verantwortung für diese Armee erinnert hat, und dem, was die Sozialdemokraten wollen, doch sehr offensichtlich geworden.

Wir gehen davon aus, dass auch in der jetzigen sicherheitspolitischen Situation diese Armee, wenn sie ihren Hauptauftrag der Verteidigungsfähigkeit erfüllen will, modernes, leistungsfähiges und glaubwürdiges Material braucht. Diese Armee kann also nie eine ganz billige Armee sein.

Wir haben dennoch im letzten Finanzplan die Rüstungsausgaben für die nächsten vier Jahre nominell auf dem Stand von 1990 plafoniert und eingefroren. Das entspricht bei den heutigen Inflationsraten einem Abbau von ungefähr 20 bis 25 Prozent, und das ist außerordentlich erheblich. Wir erbringen damit eine sehr erhebliche Friedensdividende, die mir natürlich Probleme bringt und nicht leicht zu bewältigen ist. Das bedeutet einen beachtlichen Substanzverlust, und weil – wie ich das schon bei der Debatte über den Sicherheitsbericht ausgeführt habe – eine Armee ein Schwellenwertphänomen ist, müssen wir aufpassen, dass wir nicht unter diese Schwelle fallen.

Wenn man bei den Ausgaben für eine Armee unter eine gewisse Schwelle fällt, ist sie nicht mehr glaubwürdig. Das ist nicht wie bei der AHV oder wie bei der Entwicklungshilfe. Da sind etwa drei Prozent mehr oder weniger vielleicht begründbar und verkraftbar. Das ist bei einer Armee vielleicht nach oben auch so, aber wenn Sie an eine untere Grenze kommen, ist es eben nicht mehr so.

Wir dürfen also nicht unter diese Schwelle gehen, wenn wir nicht an Glaubwürdigkeit verlieren wollen, zumindest im europäischen Umfeld, wie es sich jetzt abzeichnet. In zehn Jahren werden wir darüber sicher wieder neue Entscheide fällen müssen.

Deshalb bin ich auch der Meinung, wir sollten den Minderheitsantrag der Sozialdemokraten ablehnen, welche dieses Rüstungsprogramm auf zwei Jahre erstrecken wollen.

Auf der andern Seite – wir sind natürlich im Departement irgendwo zwischen Ross und Wand – ist es klar, dass alle Länder die Bestrebung haben, die Rüstungsausgaben nicht mehr anwachsen zu lassen, sondern eher, sie zu stabilisieren oder gar abzubauen. Diesem Trend können wir uns, wie die Debatte zeigt, auch politisch kaum entziehen.

Zum zweiten hat sich natürlich die sicherheitspolitische Lage verändert. Ich sehe immer noch, auch in unserem Land, Armeefreunde, die irgendwie die Mischung von Zweitem Weltkrieg und kaltem Krieg noch nicht ganz überwinden können. Die allgemeine Lage hat sich verändert; der grosse Stoss von Ost nach West ist sehr unwahrscheinlich geworden. Neue Risiken bestehen, aber sie verlangen zum Teil andere Antworten.

Ich glaube, eine gewisse Verlangsamung des Ausbau rhythmus, nicht ein Abbau, ist wahrscheinlich im heutigen Umfeld vertretbar.

Dazu kommt, dass natürlich die Haushaltsperspektiven sehr düster sind. Ich glaube, das erste Warnsignal haben Sie hier mit dem Milliardennachtragskredit bekommen. Wenn ich an die Legislaturplanung denke und sehe, was von allen Departementen auf diesen Staat zukommt, macht es mir ein bisschen Angst, aber ich muss hier, obschon solche Wünsche – gemäss Herrn Ledergerbers Andeutungen – vorhanden sind, auch ganz dezidiert sagen: Das EMD darf kein finanzieller Steinbruch werden, wo sich jeder bedienen kann, in der Annahme, er könne damit seine eigenen Probleme lösen.

Ich glaube auch, dass wir, wenn diese Einfrierungsperiode vorbei ist, in drei bis vier Jahren den Teuerungsausgleich bei den Rüstungsausgaben wieder brauchen, wenn wir uns Handlungsspielraum zurückgewinnen wollen.

Wir schlagen ein relativ bescheidenes Kreditvolumen im Verhältnis zu den früheren Programmen vor. Wir möchten eben für das Kampfflugzeug – dazu stehe ich – den finanziellen Handlungsspielraum für die nächsten Jahre offenhalten. Ich möchte hier aber nicht eine Kampfflugzeugdebatte vom Zaun reissen. Wir werden versuchen, Ihnen die Flugzeugbeschaffung zu gegebener Zeit detailliert zu begründen, auch wie diese mit «Armee 95» zusammenhängt.

Sie werden eingehend Zeit haben, sich dazu zu äussern und dann ja oder nein zu sagen, denn das ist ein Bereich, wo dann auch Sie in die Verantwortung eingebunden werden. Das wird früher oder später kommen müssen.

Ich möchte mich zur Mig-29-Debatte, Herr Günter, hier nicht äussern. Ich habe damals der Militärkommission die Entscheidung überlassen, ob sie darüber sprechen will oder nicht. Es war für mich nur wichtig, gelegentlich zu wissen, welche Haltung die Militärkommission einnimmt, denn wir haben nicht beliebig grosse personelle Kapazität, um alles und jedes zu prüfen.

Ich möchte mich jetzt nicht zu diesem Flugzeug äussern. Es ist aerodynamisch ein ganz hervorragendes Flugzeug, bietet aber im elektronischen Bereich eher Probleme. Dort steht es wahrscheinlich nicht an der ersten Stelle, wie auch im Einsatz, wo es von einer Flugführung her kommt wie beispielsweise der F-16.

Es ist vielleicht doch interessant, dass Länder, die bis jetzt in bezug auf Flugmaterial auf die Sowjetunion bauten – z. B. Finnland und Ungarn –, bei ihren neuen Flugzeugbeschaffungsplänen gerade keine sowjetischen Typen mehr prüfen. Ich glaube auch, dass wir ein Flugzeug haben müssen, das 20 bis 30 Jahre lang einsatzbereit sein und immer wieder aufdatiert werden kann. Wir müssen mit einem Partner zusammenarbeiten, der sich in einer politischen Situation befindet, die auch für die nächsten 30 Jahre berechenbar ist. Da hätte ich einfach etwas Bedenken gegenüber einem sowjetischen Flugzeug.

Bisher hat der «Spiegel» nicht zu meiner Fachliteratur gehört, aber ich habe den Auszug bekommen, und es ist selbstverständlich, dass es mich interessiert, wie es sich dort verhält, weil sich anscheinend der «Spiegel» auf ähnliche Quellen bezieht, auf die wir uns auch beziehen müssten.

Wir glauben, dass die Beschaffungsvorhaben bezüglich Mengen, Struktur und Gliederung abgestimmt sind auf die Konzeption und die Pläne, die wir mit «Armee 95» haben. Ich möchte hier Herrn Graf einfach noch folgendes sagen: Er hat mir zu erklären versucht, was er unter Konzeption versteht. Ich bin ihm dafür dankbar. Herr Graf, wir wissen, welchen Auftrag die Armee hat. Wir wissen, welche Doktrin sie haben wird. Wir wissen, welche Mittel sie zur Verfügung haben wird. Wir wissen, welche Prioritäten daraus gesetzt werden müssen. Wir haben eine Ausbildungskonzeption, und die Organisation der Armee ist grosso modo skizziert. Ich habe eigentlich etwas Mühe zu sehen, was Sie noch mehr wissen wollen, damit daraus eine Konzeption entsteht. Aber wir werden Ihnen das selbstverständlich alles schriftlich vorlegen. Wir werden es dann vielleicht nicht Armeeleitbild, sondern Konzeption nennen, wenn Ihnen das hilft. Es wird darin alles stehen, was Sie in einer Konzeption suchen; Sie können dann darüber diskutie-

ren und uns fragen, wo Sie Unklarheiten haben, und uns auch sagen, was Sie anders sehen.

Wir wollen Ihnen nicht einfach in zwei Jahren einen Gesetzesentwurf zu «Armee 95» auf das Pult knallen und sagen: C'est à prendre ou à laisser, es kann gar nichts mehr verändert werden. Wir wollen im Gegenteil das Parlament in den gedanklichen Entwicklungsprozess miteinbeziehen. Wir hegen zwar nicht die Hoffnung, dass Sie alle einig sein werden, aber wir haben die Hoffnung, dass vielleicht noch ein paar gute Ideen einfließen werden.

Ich komme zu den Rüstungsschwergewichten der neunziger Jahre. Der Finanzrahmen zwingt uns zu ganz klaren Prioritäten. Zu diesem Finanzrahmen hat der Generalstabschef ein Motto herausgegeben, das richtig ist: Es heißt: «Noch Brauchbares behalten, Nötiges beschaffen und auf Wünschenswertes verzichten.» Das ist etwas, was in diesem Departement zu grossen Problemen führen wird und woran man sich gewöhnen muss. Bisher konnten wir uns in vielen Bereichen doch relativ perfekte Lösungen leisten, was in Zukunft vielleicht nicht mehr der Fall sein wird.

Die vier Prioritäten, die wir gesetzt haben, liegen ganz klar im Rüstungsbereich. Eine Priorität, die alles überlappt, ist die Ausbildung. Hier kann ich noch ein Wort – bevor ich zur Rüstung komme – zu Herrn Nationalrat Fierz sagen: Diese Studie haben wir intern, im Leitungsstab und in der KML, besprochen. Sie gibt uns auch zu denken. Allerdings: Wenn ich heute mit Wehrmännern spreche und das Klima in den Schulen beurteile, ist es nicht so schlecht, wie es oft gemacht wird. Es wird gute Arbeit geleistet. Es mag bei vielen vielleicht etwas Opportunismus dabei sein, die vielleicht nicht so überzeugt sind, aber sagen: Ich habe zumindest keine Probleme, solange ich meine Arbeit gut leiste; das mag mitspielen. Aber im grossen und ganzen leisten die Jungen in der Armee ganz ausgezeichnete und hervorragende Arbeit. Ich kann nur sagen: Wir haben eine Jugend, wie man sie sich im Prinzip besser nicht wünschen kann. Das war aber wahrscheinlich schon vor 100 und vor 200 Jahren so. Die Gene ändern sich ja nicht innerhalb von zehn Jahren, wohl aber die Umstände.

Wir unterscheiden in der Wissenschaft zwischen der Dienstmotivation und der Wehrmotivation. Die Wehrmotivation ist die Motivation, die aus dem Glauben erwächst, man habe etwas zu verteidigen, oder aus der äusseren Bedrohung; diese Motivation wechselt mit dem Zeitgeist, und die Armee kann sie selber nur bedingt beeinflussen.

Wenn eine riesige politische Diskussion über Sinn oder Unsinn einer Armee stattfindet, können wir nicht in den Rekrutenschulen, in den Gehirnen unserer Rekruten diese Diskussion einfach ausblenden. Es wird solche geben, die Zweifel haben, und solche, die motiviert sind. Wir können auch in bezug auf die Einstellung zu unserem Staat das Elternhaus oder die ganze Schulbildung nicht durch die Rekrutenschule ersetzen. Wenn es in einem Land Probleme gibt, die zu Irritationen in der Haltung zum Land führen, können wir auch das in der Rekrutenschule nicht ändern, sondern das sind Dinge, in welche die ganze Gesellschaft hineinwirkt.

Die Wehrmotivation können wir nur bedingt beeinflussen. Ich glaube, es gab Zeiten in diesem Lande, wo sie noch viel schlechter war. Ich denke, nach dem Ersten Weltkrieg, als man Offiziere ausgepfiffen und auf der Strasse angespuckt hat, war es wahrscheinlich nicht sehr viel besser als heute.

Wir haben daneben die Dienstmotivation; das ist die Motivation, die davon abhängt, ob die Arbeit interessant oder weniger interessant ist, ob mit interessanten Simulatoren, mit neuen oder mit alten Waffen gearbeitet werden kann. Hier haben wir einen gewissen Einfluss.

Herr Fierz, wir haben einen Briefwechsel über gewisse Probleme in diesem Bereich gehabt. Sie haben recht, hier kann man vieles verbessern. Wir haben zum Beispiel bei der Leopard-Ausbildung mit den hochmodernen Simulatoren keine Motivationsprobleme, aber vielleicht bei der Ausbildung an einer alten Flakkanone, die fast so alt ist wie der Schütze selber. Hier können wir wahrscheinlich im Sinne der Anregungen von Herrn Schoch einiges verbessern, was sich positiv auswirken wird.

Zu den Prioritäten im eigentlichen Rüstungsbereich: Das ist ja nicht mein Hobby und gefällt mir auch nicht besonders. Ich würde lieber etwas Populäreres vertreten. Aber die erste Priorität ist halt die Lücke in der Luftverteidigung; das kann ich leider auch nicht ändern. Die zweite Priorität ist der elektronische Bereich, wo es auch einen Nachholbedarf gibt: Aufklärung, Uebermittlung, elektronische Kriegsführung. Dritte Priorität ist der operative Feuerkampf. Vierte Priorität ist die Gefechtsfeldbeweglichkeit.

Das alles können wir nicht in einem Ausbauschritt realisieren. Wir müssen es schrittweise, nach Massgabe unserer finanziellen Möglichkeiten – wie übrigens früher auch schon –, nach Prioritäten, mit einer inhärenten Logik und mit langfristigem Denken realisieren. Vielleicht können wir dann mit dem modernsten Material nicht die ganze Armee auf einen Schlag ausrüsten; vielleicht machen wir das mehr schritt- und regionenweise, als wir es bisher getan haben.

Wir sind im EMD bereit, Herr Nationalrat Graf, unsere Verantwortung wahrzunehmen. Sie wiegt hin und wieder schwer; das gebe ich zu. Wir wissen, dass wir nicht alles können, dass wir den Perfektionismus zurückzuschrauben müssen. Die politischen Vorgaben sind für uns verbindlich, da ist der Spielraum schmäler geworden, aber wir machen daraus das Bestmögliche.

Nun komme ich zu diesem Programm. Ich kann mich kurz fassen, weil es von den Kommissionssprechern erläutert worden ist: Die Panzerabwehr ist ein altes Anliegen auf unterer Stufe; das können wir endlich erfüllen, nachdem eine Eigenentwicklung leider misslungen ist – die Nora, die gegen den Wind abgedriftet ist. Im Gegensatz zur heutigen Politik, in der man gelegentlich mit dem Wind abdriftet, ist die Nora luvgierig gewesen und gegen den Wind vom Ziel abgelenkt worden. Da haben wir gefunden, dass das deutsche Produkt, die Panzerfaust, wahrscheinlich das Beste sei; wir schlagen Ihnen deshalb vor, sie einzuführen. Ab 1993 wird man im Feldarmee-korps 4 damit rechnen können. Die Wärmebildgeräte gehören zur Elektronik; das ist wohl alles unbestritten. Der Golfkrieg hat auch die Bedeutung der C-Schutz-Ausrüstung gezeigt, ob-schon sie Gott sei Dank nicht gebraucht werden musste. Ich werde zu den einzelnen Kampfwertsteigerungsproblemen bei den einzelnen Anträgen etwas sagen.

Zur Verlängerung der Reichweite der Haubitze 46: Wir haben das gleiche Problem bei der 35-mm-Fliegerabwehrkanone, die auch eine ältere Waffe ist, bei der sich aber gerade im Golfkrieg gezeigt hat, dass sie sehr wirksam ist. Die einzigen Abschüsse der Iraker erfolgten durch 35-mm-Fliegerabwehrkanonen. Sie haben auch die ganze Einsatzdoktrin der Tornados verändert. Obwohl sie in die Jahre gekommen sind, haben sie ihren Zweck offensichtlich erfüllt. Aber wir werden uns, wegen der engeren finanziellen Vorgaben, wahrscheinlich in Zukunft vermehrt mit Kampfwertsteigerungen befassen müssen. Sie können sich jetzt schon ein wenig daran gewöhnen. Das wird bei den Panzern und auch bei Flugzeugen der Fall sein. Aber nach 30 Jahren hört es dann halt irgendeinmal auf. Das ist auch bei anderen Armeen der Fall. Wir sind nicht die einzigen, weil alle ähnliche Einschränkungen im finanziellen Bereich haben.

Ich meine zusammenfassend, dass Sie mit diesem Rüstungsprogramm nichts präjudizieren für «Armee 95», dass es sich um Dinge des notwendigen Bedarfs handelt, die wir auf jeden Fall – wie immer es auch weitergeht – brauchen.

Ich bitte Sie deshalb, auf das Programm einzutreten und dann die einzelnen Minderheitsanträge, zu denen ich mich noch äussern werde, abzulehnen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1**Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Bodenmann, Aguet, Ledergerber, Neukomm)

Der Beschaffung von Rüstungsmaterial nach der Botschaft, verteilt auf zwei Jahre (Rüstungsprogramm 1991 und 1992), wird zugestimmt.

Abs. 1bis (neu)**Mehrheit**

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Bodenmann, Aguet, Ledergerber, Neukomm)

Für die Umstrukturierung der von «Armee 95» betroffenen Betriebe und Verwaltungen (Verlust von 5000 Arbeitsplätzen) wird ein Betrag von 200 Millionen Franken bewilligt.

Abs. 2**Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Günter, Ledergerber)

Es wird hierfür ein Gesamtkredit von 1690 Millionen Franken nach dem

(Verzicht auf Reichweitensteigerung von 230 10,5 cm-Haubitzen 46)

Antrag Ledergerber

Die Beschaffung von 240 Festungsartillerie-Feuerleitsystemen sei zurückzustellen und der Gesamtkredit entsprechend um 80 Millionen Franken zu kürzen.

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1**Majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Bodenmann, Aguet, Ledergerber, Neukomm)

L'acquisition de matériel d'armement, telle qu'elle a été proposée dans le message du 27 mars 1991, répartie sur deux ans (programme d'armement 1991 et 1992), est approuvée.

Al. 1bis (nouveau)**Majorité**

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Bodenmann, Aguet, Ledergerber, Neukomm)

Un montant de 200 millions de francs sera destiné aux entreprises et administrations touchées par la restructuration prévue dans le cadre d'Armée 95 (perte de 5000 emplois)

Al. 2**Majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Günter, Ledergerber)

Un crédit d'engagement de 1690 millions de francs est ouvert

(Renoncement à l'augmentation de la portée de 230 obusiers 46 de 10,5 cm)

Proposition Ledergerber

L'acquisition de 240 systèmes de direction du feu pour l'artillerie de fortresse est renvoyée et le crédit d'engagement est réduit en conséquence de 80 millions de francs.

Bodenmann, Sprecher der Minderheit: Dieses Rüstungsprogramm ist ein reines Verlegenheitsprogramm, und es gibt drei Gründe, die für diese Tatsache sprechen:

Den ersten Grund hat Herr Bruno Lezzi in der heutigen «NZZ» relativ klar dargestellt. Er hat festgehalten, dass es sich bei «Armee 95» nicht etwa um ein Gesamtsystem oder -konzept handle, wie dies Herr Feigenwinter dargestellt hat, sondern nur um eine Skizze, bestenfalls um eine – aus unserer Sicht – schlechte Skizze.

Zum zweiten Problem: Dieses Verlegenheitsprogramm wird erst in den Jahren 1994–1996 voll zum Tragen kommen, weil die entsprechenden Beschaffungen erst in diesen Jahren vorgenommen werden.

Der dritte Problemkreis betrifft die Tatsache, dass nach wie vor für die effektive Situation in Europa eine vernünftige Analyse und eine vernünftige Antwort von Seiten des EMD fehlt.

Es ist äusserst erstaunlich, dass wir uns während rund zwei Stunden hier beim Eintreten gelangweilt, vorbereitet Texte des EMD angehört und gleichzeitig beschlossen haben, in dieser Session das Problem des Zivildienstes nicht zu behandeln.

Sie haben diesem Rüstungsprogramm mehrheitlich einen höheren Stellenwert gegeben als der Frage des Zivildienstes, obwohl nachweislich die entsprechenden Beschaffungen schwergewichtig erst in den Jahren 1994–1996 zum Tragen kommen.

Noch eine Bemerkung zu den Kommissionssprechern, die immer wieder betonen, man hätte vielleicht bei dieser oder jener Sitzung anwesend sein sollen: Es sind nie alle anwesend, aber viel schwerer wiegt die Tatsache, dass jene, die anwesend sind, in der Regel nicht gemerkt haben, was klappt und was nicht klappt.

Zu unserem Antrag: Wir müssen heute feststellen, dass in der Schweiz – und das belegen alle Umfragen in etwa gleich – eine Mehrheit von über 70 Prozent der Bevölkerung beim EMD sparen will. Es ist also nicht so, Herr Bundesrat Villiger, dass nächstens die Ausgaben wieder steigen sollen, wenn es nach der Mehrheit in diesem Volk geht, sondern die Mehrheit im Volk will weniger für das EMD ausgeben, und 75 Prozent der Bevölkerung wollen kein neues Kampfflugzeug. Wenn Herr Loretan sagt, wir würden hier die Auseinandersetzung scheuen, so ist das Gegenteil wahr: Wir versuchen mit diesem Antrag, diese Auseinandersetzung mit Ihnen zu führen, weil für uns ein neues Kampfflugzeug im nächsten Jahr nicht in Frage kommt.

Ich weise nur darauf hin, dass wir im Bereich der Kampfflugzeugbeschaffung eine desolate Situation haben. Das EMD beruft sich immer wieder auf den Golfkonflikt, wobei gerade dieser Konflikt zeigt, dass ein einzelnes Land, auch wenn es über gute Flugzeuge verfügt, in einem Konflikt wenig zu bestellen hat. Bereits dieser Ansatz trägt nicht, und wenn wir dann die Umstände näher betrachten, unter denen dieses Geschäft vorbereitet wurde, können wir nur sagen: Das ist eine Katastrophe.

Ich muss Herrn Günter recht geben – obwohl man auf unserer Seite auch keine Mig-29 will –, dass wir in der Kommission falsch informiert wurden über das, was in Deutschland mit der Mig-29 läuft – wenn der Bericht im «Spiegel» stimmt. Herr Feigenwinter sagt, der Bericht im «Spiegel» stimme vermutlich nicht. Dabei hat die erste Diskussion über die Mig-29 bereits stattgefunden aufgrund eines Berichts des «Spiegels» – dieser Bericht stimmte. Und der «Spiegel» zitiert jetzt die Untersuchungen, die zwischenzeitlich durchgeführt wurden und beweisen, dass das Lieblingsspielzeug von Herrn Günter durchaus ein taugliches ist, das wir besser beschaffen könnten als jene Mirage, für die unser Kommissionspräsident plädiert und für die in der Schweiz ganzseitig Reklame gemacht wurde, nicht etwa mit militärischen, sondern mit ökonomischen Argumenten – was in diesem Umfeld ja noch halbwegs vernünftig ist.

Dazu kommt, Herr Loretan und Herr Leuba: Der Rüstungschef selber ist offenbar heute der Ansicht, dass wir das Flugzeug bis auf weiteres nicht beschaffen sollten. Und wenn wir uns die Umstände anschauen – schlechte Information der Kommission, gespaltene Meinungen bei jenen, die auf der Seite des

EMD stehen, plus ein Rüstungschef, der sagte: Wir brauchen das nicht zu beschaffen –, bin ich der Meinung, dass unser Antrag wohl richtig ist, wenn wir vorschlagen, aus dem Rüstungsprogramm 1991 ein Rüstungsprogramm 1991 und 1992 zu machen. Wir lassen dem EMD Zeit, sich zu überlegen, was für ein Konzept es uns wirklich präsentieren wird; damit gehen wir auch in die Richtung der Initiativen, welche die SP vorgestellt hat, nämlich die Initiativen, die eine schrittweise Reduzierung der Ausgaben der Armee wollen.

Hier muss ich jetzt darauf hinweisen, dass wir – wie Bundesrat Villiger gesagt hat – effektiv in finanziell schwierige Zeiten kommen. Wir werden in den nächsten Jahren bei den Bundesausgaben weiter sparen müssen. Und jetzt stellt sich die Frage: Wo wollen wir sparen? Wir sind zurzeit die einzige Partei, welche im Vorfeld der Wahlen klipp und klar sagt, wo wir sparen wollen – nämlich beim EMD –, und wir sind zudem in der komfortablen Situation, dass die Mehrheit der Bevölkerung in dieser Frage auf unserer Seite steht.

In diesem Sinne bitte ich Sie, unserem Antrag zuzustimmen und dem EMD Zeit zu geben, sich alle Fragen noch einmal gründlich zu überlegen – das ist dringend nötig.

Ledergerber: Sie haben im Rüstungsprogramm einen Posten 240, Festungsartillerie, Feuerleitsysteme.

Ich beantrage Ihnen, diesen Posten zurückzustellen, das Rüstungsprogramm entsprechend um 80 Millionen Franken zu kürzen und zu diesem Thema eine Expertise ausarbeiten zu lassen.

Warum? Der Bedarf an Feuerleitgeräten in der Festungsartillerie wird nicht bestritten. Hingegen haben wir die allergrössten Bedenken gegenüber einem Projekt, von dem niemand recht weiß, ob es den Erwartungen entsprechen wird respektive ob wir hier wirklich eine optimale Lösung haben. Die Argumente von Ihnen, Herr Feigenwinter und Herr Loretan, dass unsere Legitimation, hier etwas zu sagen, angekratzt sei, weil wir bei der Besichtigung in Thun nicht dabei gewesen seien, wirkt reichlich billig und hilflos.

Wir haben uns mit dieser Frage intensiv beschäftigt. Wir sind die einzigen der Kommission gewesen, die auch die Zusatzberichte, die Offerten verlangt, angeschaut haben, und wir sind deshalb durchaus in der Lage, fundiert etwas dazu zu sagen, auch wenn man das vielleicht nicht sehr gerne sieht.

Man beschafft hier 240 Feuerleitgeräte zu einem Systempreis von 200 000 Franken das Stück. Dieses System muss einige Daten verarbeiten können und aufgrund der Angaben der Feuerleitung nachher die Elemente errechnen, die an die einzelnen Geschütze kommen. Sowohl der Datenverarbeitungsprozess wie auch die Menge der Daten, die verarbeitet und gespeichert werden müssen, sind sehr begrenzt; gemessen an dem, was unser kleiner, transportabler Personalcomputer kann, ist es eigentlich sehr wenig. Vor diesem Hintergrund erstaunt, dass daraus ein Systempreis von 200 000 Franken resultiert.

Es gibt zwei Gründe, weshalb dieses System so teuer geworden ist: Man hat zum einen auf eine Technologie abgestellt, die Mitte der achtziger Jahre vorhanden war. Wenn Sie in Ihrer Botschaft nachschauen und das Bild anschauen, dann sehen Sie, dass man hier einen separaten Rechner, einen separaten Speicher, ein separates Bedienungsgerät, ein separates Lesegerät, einen separaten Drucker – alles schön separiert – zusammengebastelt hat und nun bei jedem dieser Elemente relativ rigorose militärische Bedingungen einhalten muss, nämlich bezüglich der Feuchtigkeit. Das Gerät muss bis zu 90 Prozent luftfeuchtigkeitsauglich bleiben; es muss Temperaturen von minus 10 bis plus 70 Grad aushalten; es muss eine Beschleunigung von etwa drei G aushalten – wenn es also vom Lastwagen herunterfällt, soll es ganz bleiben –; es muss gegen den nuklearen elektromagnetischen Puls geschützt sein usw. – Bedingungen, die man als mehr oder weniger richtig akzeptieren kann, die aber nun, wenn sie bei sechs, sieben verschiedenen Kästchen erfüllt werden müssen, plötzlich enorm kostenintensiv werden.

Wir stellen fest, dass rein von der rechnerischen Leistung heute ein System machbar wäre im Bereich zwischen 5000 und 10 000 Franken, aber es wäre nicht feldtauglich. Der

ganze übrige Bereich der Kosten wird aufgewendet, um diese Feldtauglichkeit zu erreichen.

Da kommt nun unser zweites Argument zum Tragen: Man hat dieses zusammengebastelte System Mitte der achtziger Jahre entwickelt und sich 1987 für diese Konfiguration entschieden. Aber die Nullserie der Beschaffung wird erst 1994 vor sich gehen. Die Beschaffung selber wird erst 1996 anlaufen, das heisst, wir haben dann ein Gerät im elektronischen Bereich, das zehn Jahre alt ist. Nun wissen Sie selber, dass heute der technische Fortschritt in diesem elektronischen Bereich derart rasant vor sich geht, dass im Bereich der Büroelektronik alle fünf Jahre die Systeme ausgetauscht werden – nur hier im Militärbereich können wir uns nach wie vor Evaluations- und Beschaffungszeiten von zehn Jahren erlauben, und niemand reklamiert.

Es kommt ein weiterer Punkt dazu: Man hat bei diesem System darauf verzichtet, ausländische Typen zu evaluieren. Die Schweiz hat hier einmal mehr die Welt neu erfunden – wen wundert es, dass diese Erfindung sehr teuer ist?

Es ist heute nicht von der Hand zu weisen, dass in den nächsten fünf Jahren die Möglichkeit besteht, dass alle Anforderungen an dieses Feuerleitgerät mit einem einfachen, tragbaren Handgerät erfüllt werden könnten. Aber es ist heute niemand in der Lage, diese Frage abschliessend zu beurteilen. Auch unser Kommissionspräsident hat uns noch gestern gesagt, er selber könne das nicht beurteilen. Das würde doch eigentlich heissen, dass man in einem solchen Fall – wenn man die Fragen nicht abschliessend beurteilen kann – zusätzliche Kapazitäten bezieht, die helfen, diese Beurteilung zu erarbeiten.

Der vernünftige Entscheid kann hier nur lauten: Wir brauchen eine Expertise über dieses Beschaffungsgeschäft. Wir brauchen eine Expertise darüber, was in den nächsten fünf Jahren möglich ist und zu welchen Kosten. Das Sparpotential ist nämlich beträchtlich. Sie haben gesehen: Es handelt sich hier um 80 Millionen Franken. Es ist durchaus im Bereich der Möglichkeiten, dass dieses gleiche Geschäft für einen Betrag von rund 30, vielleicht 40 Millionen Franken erfolgen könnte.

Sie haben schon wesentlich mehr Aufwendungen betrieben, um 40 oder 50 Millionen Franken einzusparen, als hier eine kleine Expertise einzuholen.

Diese Rückstellung würde die Beschaffung generell nicht verzögern. Es ist möglich, 1994 eine Ausscheidung vorzunehmen, zu schauen, was es mit all diesen Spezifikationen auf dem Markt gibt, und dann einen entsprechenden Entscheid zu fällen.

Ich glaube, unsere Verantwortung lässt hier keinen anderen Weg zu. Wir würden uns sonst dem berechtigten Vorwurf aussetzen, dass wir hier mit Bundesgeldern sehr viel leichter und leichtfertiger umgehen, als wir es täten, wenn es unsere eigenen Gelder wären. Es würde kein verantwortungsvoller Unternehmer auf der Basis der heute vorhandenen Unterlagen einen solchen Entscheid fällen.

Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag zu unterstützen und das Rüstungsprogramm um 80 Millionen Franken zu kürzen.

Hart: Den soeben von Kollege Bodenmann begründeten Antrag lehne ich im Namen der SVP-Fraktion kommentarlos ab. Nun zum Antrag von Kollege Ledergerber: Ebenfalls im Namen unserer Fraktion bekämpfe ich auch diesen Antrag betreffend die 240 Feuerleitsysteme bei der Festungsartillerie. Ohne auf die technischen Eigenschaften des Feuerleitsystems Fargo einzugehen, ist festzustellen, dass es sich um ein truppentaugliches System handelt, das ungefähr dem bereits beschafften System Fargo bei der Feldartillerie entspricht. Elektronische Feuerleitung ist heute ein modernes System, das als Hilfsmittel für den Artillerieeinsatz nicht mehr wegzudenken ist. Die berechneten Elemente können direkt zum Richter am Geschütz aufs Ablesegerät übermittelt werden. So können Zielkorrekturen schnell und unmissverständlich übermittelt werden. Die Feuerbereitschaft wird damit wesentlich schneller erstellt. Wir beantragen Ablehnung des Antrags Ledergerber und Zustimmung zur Mehrheit der Kommission.

Zum Antrag Günter betreffend 10,5-cm-Haubitze 46: Auch in unserer Fraktion gab die Reichweitensteigerung der 10,5-cm-

Haubitze 46 Anlass zu grösseren Diskussionen. Ohne näher auf die Argumente der Gegner einzugehen, mache ich doch folgende Feststellungen als ehemaliger Angehöriger des Gebirgsarmeekorps 3, das von diesem Antrag stark betroffen würde: Das Gebirgsarmeekorps 3 wird nach Einführung des Konzepts «Armee 95» nur mehr über wenig schwere Feuermittel verfügen. Dies ist unter anderem ein Grund, dass wir die Reichweite der 10,5-cm-Haubitze 46 verbessern müssen. Mit der Reichweitensteigerung von 10 auf 14 Kilometer verbessern wir die Wirkungsfläche dieser Haubitze um volle 69 Prozent. Die 10,5-cm-Haubitze kann dank ihrer Mobilität auch abseits der Hauptachsen eingesetzt werden. Sie ist mit unserem Super-Puma sogar luftransportierbar. Wir gehen davon aus, dass auch in Zukunft ein grosser Teil der zu bekämpfenden Ziele im Alpenraum nicht oder nur schwach gepanzert sind. Hier kann die 10,5-cm-Haubitze mit gutem Erfolg eingesetzt werden. Die noch vorhandene Munition kann in Zukunft mit wenig Kosten mit einem Annäherungszünder ganz wesentlich verbessert werden.

Zu den Bemerkungen von Kollege Günter. Wenn er die 10,5-cm-Haubitze 46 mit einer alten Tante vergleicht, die man liften will, so finde ich diesen Vergleich geschmacklos, zumindest was die alten Tanten angeht; diese wertvollen Menschen werden als Komm-mir-zu-Hilfe-Leute mit einer Haubitze verglichen. Es ist sicher zuzugeben, dass wir mit der Zeit diese 10,5-cm-Haubitze 46 ersetzen müssen. Heute sind wir aber noch nicht soweit.

Weiter ist dazu zu bemerken, dass bei anderen Streitkräften gerade diese Haubitze weiterhin eingesetzt und in den USA sogar laufend weiterproduziert wird.

Unsere Fraktion beantragt mehrheitlich, der Reichweitensteigerung und damit der Verbesserung des Wirkungsgrades dieser 10,5-cm-Haubitze 46 um beachtliche 69 Prozent zuzustimmen und den Antrag Günter abzulehnen.

Bonny: Ich möchte mich kurz im Namen der freisinnigen Fraktion zum Antrag von Herrn Ledergerber zum Fargof äussern. Er beantragt uns die Streichung der dafür vorgesehenen 80 Millionen. Ich kenne dieses Dossier recht gut, weil ich beruflich mit den Firmen Ascom und Zellweger zusammenarbeite.

Ich möchte folgendes zu bedenken geben: Es ist festzuhalten, dass dieses System nach einem internationalen Wettbewerb gewählt wurde, wobei erfreulicherweise festgestellt werden konnte, dass das schweizerische Produkt auch das preisgünstigste war. Ich möchte darauf hinweisen, dass natürlich bekannt ist, dass im Rahmen der Elektronik die Preistendenz abwärts geht, aber ich glaube, dass gerade in diesem Fall diese Tendenz im Fargof-Kredit eindeutig ihren Niederschlag gefunden hat. Ich verweise zum Beispiel darauf, dass das Memory beim Fargo, dem Feuerleitsystem für die mobile Artillerie, noch 113 000 Franken gekostet hat und jetzt der Preis beim Fargof auf 15 000 Franken gesunken ist. Das ist nur ein Beispiel dafür, wie dieser sinkende Preistendenz – erfreulicherweise für das EMD und die Bundesfinanzen – bereits Rechnung getragen worden ist.

Gefährlich ist es, zuzuwarten und zu sagen, vielleicht wird es später noch billiger. Dann kann man nämlich in drei oder fünf Jahren auch wieder mit der gleichen Argumentation kommen und sich dannzumal fragen, ob es nicht in den folgenden drei bis fünf Jahren noch einmal billiger werden könnte. Im übrigen ist klar, dass eine solche Produktionslinie nicht so lange aufrechterhalten werden könnte. Das würde zweifelsohne vor allem bei der Firma Zellweger auch beschäftigungspolitische Konsequenzen haben.

Noch eine Bemerkung aus der Sicht eines früheren Kommandanten eines Regiments im Gebirgsarmeekorps. Wichtig ist die Zusammenarbeit zwischen der mobilen Artillerie und der Festungsartillerie. Das Fargof-System dient der Festungsartillerie. Wir müssen gewährleisten können, dass die Koordination zwischen der mobilen Artillerie, die es ja bekanntlich im Geb AK auch gibt, und der Festungsartillerie gewährleistet ist. Das ist ein wichtiges Anliegen dieses Projektes. Diese Koordination ist bei Fargof und Fargo gewährleistet.

Es gibt gute Argumente, den Antrag von Kollege Ledergerber abzulehnen.

Bodenmann: Ich möchte kurz Herrn Bonny antworten. Gestern hat Herr Blocher hier den Filz attackiert. Wenn wir uns nun die Frage stellen, wieso bei diesem Sujet ausgerechnet Herr Bonny interveniert, so ist das ein gutes Beispiel dafür, aber vielleicht nicht so, wie es Herr Blocher gemeint hat.

Zu den von Herrn Bonny aufgeworfenen Punkten: Wir haben uns informiert. Es fand 1987/1988 kein internationaler Wettbewerb statt. Es lagen nur drei schweizerische Offerten auf dem Tisch. Erster Punkt, wo Sie aufgrund meiner Informationen, auch wenn Sie ein Insider der interessierten Firma sind, falsch liegen.

Zweites Problem: Die Anforderungen an die Systeme Fargof und Fargo sind total unterschiedlich. Sie sind beim System Fargof jetzt weit tiefer, weil dieses System eben fest bei der Festungsartillerie installiert wird. Von daher erklärt sich der Preissprung, nicht wegen der internationalen Entwicklung, nach der technologische Bestandteile in diesem Bereich massiv billiger werden.

Jetzt müssen Sie sich das überlegen: 1987/1988 hat das EMD zusammen mit der Industrie ausgewählt, wie man ein relativ einfaches Problem löst. Wir haben einerseits Daten, wir haben andererseits einen sehr bescheidenen Rechner ohne Harddisk, und wir müssen die Daten, die in diesem Rechner bearbeitet werden, dann an sechs oder zwölf Aussenstellen übermitteln. Dort müssen sie ablesbar sein. Das ist ein relativ kleines Kommunikationsproblem. Das EMD hat sich 1987/1988 entschieden, unheimlich aufwendige Kistchen zu produzieren, damit die elektronischen Bestandteile den relativ bescheidenen Anforderungen der Festungsartillerie entsprechen. Dieses Modell, das man 1987/1988 entwickelt hat, wird etwa 1995/1996 effektiv ausgeliefert, und das ist nun etwas, was nicht geht. Das EMD hat richtigerweise das Programm in C umgeschrieben, d. h., es ist Industriestandard, es läuft auf jeder entsprechenden Konfiguration. Jeder vernünftige Unternehmer würde natürlich 94 ausschreiben und sagen: Ich habe das Kommunikationsbedürfnis, wer kann mir das, Stand damalige Technik, zu einem vernünftigen Preis lösen. Statt dessen kaufen wir hier für über 200 000 Franken pro System etwas, das nun beim besten Willen veraltet ist.

Ich hoffe, die schweizerische Kommunikationsindustrie, Herr Bonny, ist innovativer, so dass sie derartige Projekte nicht verteidigen muss. Ich hoffe, dass die schweizerische Kommunikationsindustrie sich neue Märkte erschliesst und nicht alte Pfründe pflegt; das wäre ihr dringend zu wünschen. Es würde auch einem Vertreter dieser Industrie anstehen, anstatt hier für unnötigen Heimatschutz bei der Beschaffung dieser Anlagen für mehr Dynamik zu sorgen.

Es gäbe allerdings eine andere Intervention. Man könnte auch sagen, Gott sei Dank kaufen wir so teure Systeme, die wir auch billiger haben könnten, weil die gesamten Rüstungsausgaben ja beschränkt sind. Es ist ein Beitrag zur aktiven Abrüstung, was Herr Bonny hier betreibt.

Feigenwinter, Berichterstatter: Wir müssen jetzt ein bisschen aufpassen, dass wir hier keine Kommissionsberatung durchführen. Das wollte ich ansprechen, Herr Ledergerber, als ich festgestellt, nicht Ihnen vorgeworfen habe, dass Sie an der Besichtigungssitzung nicht dabeigewesen sind. Wenn man nämlich dort dabeigewesen wäre, dieses Feuerleitsystem im Massstab 1 zu 1 gesehen hätte, hätte man damals schon fragen können, wie denn die Kosten für die einzelnen Elementen sind.

Wir müssen jetzt auch unterscheiden zwischen drei Anträgen, die hier in Beratung stehen und aus verfahrensökonomischen Gründen offenbar immer gleichzeitig behandelt werden. Sie hängen ja auch irgendwie zusammen.

Der erste Antrag ist der Hauptantrag von Herrn Bodenmann, der sagt, man müsse das Rüstungsprogramm um die Hälfte senken, weil es gleichzeitig auch für das Jahr 1992 verbindlich sei. Herr Bodenmann hat diesmal die Katze wirklich aus dem Sack gelassen. Mit diesem Antrag wollte er natürlich Einfluss nehmen auf die für das nächste Jahr oder für die kommende Zeit vorgesehene Flugzeugbeschaffung, mindestens wollte er damit verhindern, dass wir mit einem Rüstungsprogramm 1992 kommen. Das ist der Hintergrund.

Man kann nicht sagen, Herr Bodenmann, dass das ein Verlegenheitsprogramm sei, weil dieses Flugzeug noch nicht beschaffungsreif sei. Es braucht Ueberlegungen, was wir in dieser Flugzeugbeschaffung machen wollen. Es braucht TypenEvaluation. Es braucht aber auch die politische Beurteilung der Situation, der Stellung der Schweizer Armee in einem europäischen Verteidigungsdispositiv, womit sehr viele Fragen angeschnitten werden. Deshalb ist diese Beschaffung, wie heute morgen in der «NZZ» – für mich ist sie auch nicht die Bibel, aber hie und da gibt sie richtige Anregungen – postuliert wurde, in einem Sachzusammenhang vorzunehmen, und man sollte nicht isoliert an dieses Problem herangehen.

Es ist kein Verlegenheitsprogramm, weil nach wie vor Modernisierungsbedarf in der Armee besteht. Der persönliche Schutz des Wehrmannes steht für mich nach wie vor an der obersten Stelle, und hier wird einiges in diesem Rüstungsprogramm getan.

Sie haben festgestellt – ich weiss nicht genau, wie Sie es belegen wollen, aber möglich ist es durchaus –, dass die Mehrheit des Schweizervolks dafür ist, bei den Rüstungsausgaben zu sparen. Das kann sein, denn die Auffassung, dass man in Friedenszeiten auch dafür sorgen muss, dass man im Kriegsfall bereit ist, ist nicht immer leicht zu vermitteln. In der gegenwärtigen Situation rennt man da vielfach gegen eine Wand.

Aber es ist nicht so, dass im EMD nicht gespart wird. Sie haben ja aus dem Munde des Departementsvorstehers heute morgen gehört, dass die Rüstungsausgaben für die Jahre 1992 bis 1994 real um 20 bis 25 Prozent gesenkt werden – trotz der noch ausstehenden Beschaffungen. Ich möchte das Department und das Amt sehen, wo eine solche reale Senkung heute im Bundeshaushalt möglich ist. Das wird praktisch als Friedensdividende offeriert, wie man das bezeichnen kann.

Es hat auch keinen Wert, weiteres zur Flugzeugbeschaffung anzubringen. Das wird alles zu seiner Zeit kommen, vielleicht etwas früher, vielleicht etwas später. Es sind da viele Argumente abzuwägen.

Zu den Einzelanträgen. Zu Herrn Günter, der beantragt, die Reichweitenvergrösserung der Haubitze 46 abzulehnen, weil an einer «alten Tante» herummanipuliert werde, um nicht deutlicher zu werden. Herr Günter, eines muss ich festhalten: Sie reden wahrscheinlich ohne Kenntnis des effektiven Stellwertes dieses Geschützes. Die Haubitze 46 – übrigens ein Schweizer Produkt der Firma Bührle – ist das absolut erfolgreichste Geschütz dieses Kalibers, das je produziert worden ist. Es ist heute in beliebig vielen Armeen auf der Welt noch in zehntausendfacher Anzahl im Einsatz. Wenn die Schweizer Armee diese 240 Geschütze noch im Einsatz hat, ist sie damit in der guten Gesellschaft von vielen anderen Armeen, insbesondere auch der amerikanischen Armee, wo diese Geschütze immer noch im Einsatz stehen.

Es ist richtig, dass dieses Geschütz wegen seines Kalibers nicht moderne Munition verschiessen kann, wie die neu zu beschaffende und sehr wirksame Kanistermunition. Aber man muss ebenso darauf hinweisen, dass dieses Geschütz dazu dient, die Schwachstellen auszufüllen, die noch bestehen, vor allem im Gebirge. Es ist ja für das Gebirgsarmeekorps an den grossen Achsen vorgesehen. Hier soll die Festungsartillerie eingesetzt werden.

Das ist heute zwar möglich, aber mit zuwenig Wirkung, weil das moderne geplante Festungsgeschütz Bison noch nicht beschaffungsreif ist oder mindestens noch nicht bezahlt werden kann. Denn es soll dem Vernehmen nach sehr teuer werden; das ist ja auch die Crux: Die Beschaffung moderner Ausrüstungsgüter ist heute so enorm teuer, dass sich meines Erachtens viele Armeen in der Welt zu Recht gezwungen sehen, sich mit Kampfwertsteigerungen, die etwas kosten, die aber nur einen Bruchteil dessen kosten, was die Neuanschaffung ausmacht, über die Runden zu helfen. Und das machen wir hier. Diese Reichweitensteigerung erhöht die Wirkung um 70 Prozent. Sie können also einen 70 Prozent grösseren Feuerraum bestreichen, und das ist nicht nichts.

Ich halte nochmals fest: Die 80 Millionen Franken, die man dafür aufwendet, sind die Gesamtkosten. Es reicht nicht, nur das Rohr zu verlängern, sondern Sie müssen auch entsprechend der Reichweitensteigerung die neue Munition respektive die

neuen Ladungen haben. Die direkten Kosten liegen bei 27 Millionen Franken, wenn ich die Botschaft richtig in Erinnerung habe. Die Rohrverlängerung macht also 27 Millionen aus: 115 000 Franken pro Geschütz. Ein neues Geschütz wie das Light gun kostet mindestens eine halbe oder eher gegen eine Million Franken. Ich kenne die genauen Preise nicht. Die Ladung selber, die neu erforderlich ist, kostet ungefähr 35 Millionen Franken.

Wenn es gewisse Kreise in der Artillerie gibt, die sagen, das sei verschwendetes Geld, so muss man feststellen, dass diese Leute nach dem Grundsatz leben: Das Beste ist oft der Feind des Guten. Man muss in der Praxis oftmals das Erreichbare anstreben, und das Erreichbare ist hier – realitäts- und finanzbewusst, wie wir heute sein müssen – die Modernisierung dieses Geschützes. Ich halte das absolut für vertretbar.

Zum Antrag Ledergerber, den Kredit von 80 Millionen Franken für das Fargo zurückzustellen und an die Kommission zurückzuweisen, folgendes: Die Kommission hat diese Diskussion tatsächlich nicht geführt, weil ihr diese Stellungnahme der sozialdemokratischen Fraktion nicht bekannt war. Wir haben gesagt, das Einsichtsrecht für diese Verträge bestehe. Das Studium dieser Verträge hat ergeben, dass die Stückpreise relativ hoch sind, vor allem die Detailkosten, die dem Optionsvertrag angefügt sind. Da gehe ich mit der Argumentation von Herrn Ledergerber einig. Ich setze mich auch mit den sachlichen Gründen auseinander und erachte die Nichtpräsenz bei der Besichtigung sicher nicht als Grund dafür, diesen Antrag zurückzuweisen.

Aber ich muss auf folgendes aufmerksam machen: Wir haben 1983 diese elektronischen Feuerleitungssysteme für die mobile Artillerie angeschafft. Sie sind heute bei der Panzerhaubitze im Einsatz. Diese Systeme waren damals sehr teuer. Wir haben von der Verwaltung – Herr Ledergerber hat die Preisgegenüberstellung und auch eine Aufrechnung erhalten – erfahren, dass eine Geschützbatterie von sechs Geschützen des Systems Fargo 1983 rund 490 000 Franken kostete und dass heute für das gleiche System – ebenfalls für eine Geschützbatterie von sechs Geschützen; wir haben hier Einschränkungen, weil in der Festung manchmal weniger Geschütze sind – eine Summe von 218 000 Franken ausgegeben werden muss. Das System ist also billiger geworden.

Herr Ledergerber und Herr Bodenmann sagen, diese Systemverbilligung sei nicht nur deshalb eingetreten, weil die Hard- und Software, die verwendet werde, billiger geworden sei – das ist ein Prozess –, sondern auch weil nicht genau die gleichen Anforderungen an das System gestellt worden seien.

Das ist richtig. Bei der ersten Beschaffung des Fargo wurde eine komplette Militarisierung der Computerware verlangt in dem Sinn, dass man sie militärischen Beanspruchungen aussetzen muss, d. h., es musste die höchste Art von Sicherung usw. dieser Computerware verwendet werden. Jetzt hat man sich mit einem Industriestandard begnügt, weil wir in der Festung stabile Verhältnisse haben. Es gibt noch den untersten Standard, den sogenannten Unterhaltungselektronik-Standard. Das ist ein Fachausruck; ich kannte diesen vorher auch nicht. Auf diesem Standard sind die PC-Systeme, die Sie kennen. Das ist Ware von der Stange. In diesem Feuerleitungssystem ist aber Industrielektronik eingebaut.

Herr Ledergerber sagt: Wenn wir noch etwas zuwarten, könnten die fünf Geräte auf der Feuerleitung in einem System zusammengefasst werden, und dann würden die Militarisierungskosten kleiner. Das könnte so sein. Aber ich stelle fest, dass diese Miniaturisierung nicht einmal im Bereich Unterhaltungselektronik durchgeführt ist. Sie haben ein Terminal, ein Eingabegerät, ein Zentralspeichergerät und einen Drucker, also auch vier Maschinen; niemand hat das bis heute in einem einzigen Gerät. Also wird eine Entwicklung angesprochen, deren Fortgang keineswegs sicher ist.

Auf der anderen Seite müssen wir feststellen: Wir können mit dieser Feuerleitung gar nicht mehr erreichen, als wir jetzt haben. Das System Fargo, 1983 beschafft, ermöglicht eine Übermittlung der Daten innerhalb einem Zeitraum von 20 Sekunden. Das jetzige System mit stabileren Verhältnissen reduziert diese Übermittlungs- und Rechnungsgeschwindigkeit auf ungefähr 1,5 bis 2,5 Sekunden. Die Bedienung am Geschütz,

die ja dem Wehrmann, dem Kanonier anvertraut ist, dauert weit länger. Es ist sinnlos, hier noch einmal etwas zu reduzieren. Wir haben, was wir brauchen; wir brauchen nicht mehr. Mit dieser Militarisierung, die zugegebenermaßen sehr teuer ist, sind wir genügend ausgerüstet und brauchen – anders als bei der Büroelektronik – das gar nie zu ersetzen. Das wird eines Tages eines natürlichen Todes sterben. Soweit die Software und die Hardware zu ersetzen sind, wird der Preis hoffentlich immer billiger werden; das andere bleibt. Wir können das Ausmass auch nicht überall zusammenstauchen, weil natürlich die einzelnen Geräte auch bei den einzelnen Geschützen untergebracht werden müssen und dort die Miniaturisierung eben gar nicht mehr möglich ist.

Deshalb bitte ich Sie, diesen Antrag auch abzulehnen.

M. Leuba, rapporteur: En ce qui concerne la proposition de M. Günter, j'ai déjà dit que j'avais, comme d'ailleurs d'autres membres de la commission, une certaine compréhension pour cette proposition. Lorsqu'on veut faire du neuf avec du vieux, le problème est toujours de savoir si l'on fait une bonne opération ou non. C'est une question d'appréciation, et dans le cas particulier il est apparu à la majorité de la commission que la proposition était acceptable pour rendre efficace une pièce d'artillerie qui a prouvé ses qualités et qui verra sa portée augmentée. Une partie importante du crédit est consacrée à la munition, car des charges supplémentaires sont nécessaires si l'on veut tirer à plus longue portée. C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission vous recommande de repousser la proposition de M. Günter.

En ce qui concerne la proposition de M. Bodenmann, je suis tout de même surpris que l'on veuille décider ici, à la sauvette en quelque sorte, d'acheter ou non un nouvel avion de combat. Nous n'avons aucun message du Conseil fédéral, les membres du Parlement n'ont donc pas pu étudier cette question sérieusement. M. Bodenmann a la chance de savoir, mais les autres membres du Parlement voudraient aussi pouvoir étudier la question avant de se prononcer. Dans ces conditions, la proposition de M. Bodenmann visant à prendre une décision définitive sur l'achat d'un nouvel avion de combat n'est pas acceptable et la majorité de la commission vous recommande également de la rejeter.

Je préciserai encore à M. Bodenmann qu'il est faux de dire qu'on ne fait pas d'économies au Département militaire fédéral. Le fait de plafonner à 2 milliards 800 millions le montant des dépenses d'armement par année est en réalité une diminution de dépenses. Imaginez, Monsieur Bodenmann, qu'on décide tout à coup de plafonner de la même manière les dépenses concernant l'AVS, en dépit de l'inflation: vous admettriez aussi qu'il s'agit d'une diminution aux dépens des bénéficiaires AVS et vous protesteriez! Si l'on épargne d'un côté, les mêmes valeurs sont également valables de l'autre.

Enfin, je dirai à M. Ledergerber que je n'entends pas entrer ici dans des problèmes techniques qui d'ailleurs me dépassent. Je voudrais rappeler simplement qu'en proposant un nouveau système, tiré de l'expérience civile, M. Ledergerber supprime complètement un élément important du message, qui figure sous le chiffre 232.51: «Une grande importance a été attribuée à la compatibilité des commandes avec le système de direction des feux FARGO déjà introduit». On peut dire que c'est une erreur d'assurer cette compatibilité, mais on a considéré, dans les exigences posées au départ, que cette compatibilité était importante et elle ne serait plus assurée avec les propositions de M. Ledergerber.

Enfin, il y a un problème constant avec l'informatique: lorsqu'on se décide pour un projet informatique, on n'est jamais sûr que, deux ans plus tard, on ne trouvera pas un projet meilleur marché. Comme on ne peut pas attendre l'an 2000 pour se décider, il faut à un moment donné choisir parmi l'offre du marché, réaliser ce qu'on a décidé d'acheter et avoir un système qui, effectivement, par rapport au développement futur, sera sans doute un peu plus cher et un peu moins performant. C'est le problème de l'obsolétescence de l'informatique qui est très rapide mais incontournable, sinon on n'achèterait jamais rien. C'est une grande raison pour ne jamais rien décider, mais ce n'est pas suffisant pour avoir raison.

Bundesrat Villiger: Zuerst zum Antrag von Herrn Bodenmann: Ich habe dazu schon beim Eintreten einiges gesagt. Herr Bodenmann hat uns vorgeworfen, wir hätten keine Analysen. Ich glaube, wir haben sogar Lob bekommen für unsere Analysen im Sicherheitsbericht. Bei der Beurteilung der Konsequenzen haben sich dann die Geister etwas geschieden. Ich stelle immerhin fest, dass unsere Analysen auf Facts, Hard- und Software beruhen und nicht nur auf Hoffnungen und Erwartungen. Ich habe festgestellt, Herr Bodenmann, dass Sie sich häufig auf die Demoskopie und auf die Volksmeinung berufen; das ist legitim. Ich halte zwar immer noch dafür, dass ein Politiker hin und wieder auch nach sachlichen Gesichtspunkten handeln und Mut aufbringen und vielleicht nicht nur mit der Politik des nassen Fingers Entscheide treffen sollte. Sie haben Recht darauf hingewiesen, dass das Volk sparen will. Das wollen auch wir – Herr Feigenwinter hat es ausgeführt – mit dem nominellen Einfrieren der Rüstungsaufgaben. Ich wäre nur froh, Herr Bodenmann, wenn Sie dann wenigstens konsequent wären mit dem Bezug auf die Demoskopie, denn in der Umfrage der «Schweizer Illustrierten», die sie einige Male mit den 70 Prozent zitiert haben, habe ich noch gelesen, dass im Hinblick auf die Reduktion der Bestände 70 Prozent der Befragten dafür waren, nur um einen Dritt zu kürzen. Ihre Initiative entspricht dem nicht. Wenn Sie also Ihre Initiative in diesem Sinne umbauen könnten, könnten wir uns vielleicht sogar anschliessen, denn das würde dann ungefähr »Armee 95« entsprechen.

Ich stelle auch fest, dass der Irak-Konflikt bis jetzt von allen Leuten, die ich kenne, benutzt worden ist, um frühere Vorurteile zu bestätigen. Das ist vielleicht auch in meinem Departement da und dort der Fall, ich möchte hier keine Kampfflugzeugdebatte einleiten. Wenn die Botschaft bei Gelegenheit kommen wird, ist ihre Handlungsfreiheit jedenfalls gewahrt, ob Sie, Herr Bodenmann, heute zustimmen oder nicht, denn Sie haben das letzte Wort dazu, und wir haben nur zu begründen und das zu tun, was wir als unsere Verantwortung empfinden. Ich glaube, Irak hat doch gezeigt, wie es einer Bodenarmee ohne jeden Luftschild ergehen kann. Aus Gründen, die ich beim Eintreten erwähnt habe, möchte ich Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen.

Ich komme zu Fargof. Ich habe auch etwas bedauert, dass Herr Ledergerber diese Fragen bei der ersten Besichtigung nicht unseren Fachleuten mitgegeben hat; dann hätte man vor der Kommissionssitzung auf diese Dinge eingehen können. Wir stellen ja immer und unter allen Umständen und zu jeder Tages- und Nachtzeit unsere Fachleute auch für private Gespräche mit Parlamentariern über solche Probleme zur Verfügung. Wir sind sehr offen und zeigen die Verträge. Ich glaube, da haben wir den Tatbeweis der Offenheit erbracht. Mir fällt nur auf, dass derartige Gespräche immer vor den Plenardiskussionen und nicht vor den Kommissionssitzungen stattfinden, was ich manchmal bedaure.

Zum System Fargof: Ich glaube, dass das Vorhaben vertretbar ist. Man darf hier nicht mit normalen PC vergleichen – auch nicht bei den Preisen –, weil die Umwelteinflüsse im militärischen Einsatz besondere sind und weil diese Geräte recht solide sein müssen. Es ist aber so, dass der Preisvorteil, den dieses Gerät hat, daraus resultiert, dass in den Festungen die Anforderung von der Umwelt her nicht ganz die gleichen sind wie im Freien bei der mobilen Artillerie. Diese Verbilligung schlägt hier durch.

Zu den beiden Argumenten des Wartens auf eine neue Technologie oder einen neuen Prozessor und zum Fargof als Kompaktgerät: Es ist klar, dass die Abläufe, wie wir sie im EMD und in allen Ländern bei der Rüstungsbeschaffung haben, sehr langwierig sind; das ist auch etwas, was den Verantwortlichen hin und wieder zu schaffen macht. Vor allem auch, weil wir uns ja nirgends Fehler leisten können, weil alles erprobt sein muss usw., ist es nicht anders möglich. Elektronik wird zwar billiger, aber doch vor allem – wie meine Fachleute, die diesen Markt immer wieder intensiv überprüfen, mir sagen – indem die Geräte nicht unbedingt billiger werden, aber zum selben Preis mehr angeboten wird. Ein Gerät, das wir heute evaluieren, ist vielleicht einmal nicht mehr vorhanden; dieses Risiko läuft man immer. Fargof aber ist beschaffungsreif, es trägt keine Ri-

siken, und die Mehrleistung, die eine nächste Entwicklung bringen könnte, brauchen wir nicht. Fargof ist auch voll truppentauglich, das ist etwas Wichtiges. Und wenn wir auf einen neuen, billigeren Rechner warten, gibt es wieder neue Risiken, abgesehen von der zeitlichen Verzögerung. In zwei Jahren wird man uns wieder sagen können, wenn man noch etwas zuwarte, habe man noch etwas Besseres und noch etwas Billigeres, nach dem Grundsatz: Das Bessere ist der Feind des Guten.

Der Rüstungsablauf schreibt uns vor, dass wir beschaffungsreife Produkte vorschlagen sollen, und das tun wir hier. Die Kostenreduktion von 1 zu 4 für die Militarisierung bei einem Kompaktgerät trifft nach Ansicht unserer Fachleute nicht zu, weil erstens die Technologie für die Miniaturisierung nicht vorliegt, weil das Gesamtgerät damit grösser und schwerer wird und weil damit auch zusätzliche Massnahmen für die Militarisierung steigen. Zudem wird die Handhabbarkeit erschwert, und bei Defekten und Reparaturen wird das Gesamtgerät betroffen, was ein Nachteil ist. Die Militarisierung enthält ja nicht nur die Anpassung an die Umweltbedingungen, sondern auch systembedingte Zusätze wie Datenübertragung, Datensicherungen und Schnittstellen für den Unterhalt.

Es ist kritisiert worden, man habe nicht im Ausland nach Geräten gesucht. Hier kommen wir zu einem Problem, das uns in Zukunft noch viel intensiver beschäftigen wird. In der Kommission ist die Frage aufgeworfen worden, ob im EWR-Vertrag irgendwelche Submissionsbestimmungen für Kriegsmaterial vorhanden seien. Ich kann dazu sagen, dass es solche Bestimmungen nicht gibt; ein EWR-Vertrag hätte auf unsere Rüstungsbeschaffung keinen Einfluss. Es würde dann gewisse Bestimmungen über die Vergabe öffentlicher Aufträge generell geben; dazu gehörten sicher auch Aufträge des EMD, die Produkte betreffen, die nicht Kriegsmaterial im engen Sinne sind, wie Schuhe usw.

Wenn ich sage: Wir werden hier in einen grösseren Clinch kommen, so deshalb, weil ich immer das Hohelied der freien Beschaffung höre. Wenn wir aber konkret ein Vorhaben durchführen, kommt natürlich aus den Regionen, aus den Sprachregionen, aus den entwickelten und weniger entwickelten Regionen genau das Umgekehrte: Man macht uns die grössten Vorwürfe, warum wir nicht bereit seien, ein paar Franken mehr zu bezahlen, um dafür im Wallis oder sonst irgendwo produzieren zu lassen.

Wir versuchen auch hier, einen vernünftigen Mittelweg zu gehen. Wir sind gezwungen zu sparen, und wir wollen das Günstigste machen. Aber wenn sich die Konjunktur so weiterentwickelt, wird der umgekehrte Druck – auch in diesem Saal – wiederum recht gross werden.

Damit komme ich zu den Haubitzen, die nicht die Schweizer Industrie beschäftigen werden, sondern unsere eigenen Betriebe. Von zwei Seiten her gibt es nun Widerstand: von denen, die glauben, es brauche gar nichts, und von denen, die lieber etwas Besseres hätten, wie die Artilleristen. Wir müssen uns – ich habe es beim Eintreten gesagt – finanziell nach der Decke strecken. Wir werden in Zukunft noch mehr über Kampfwertsteigerungsprogramme als über Neuanschaffungen sprechen.

Bei der 10,5-cm-Haubitze 46 handelt es sich um ein leichtes und relativ mobiles Artilleriegeschütz, das im Rahmen von «Armee 95» nur noch im Gebirgsarmeekorps Verwendung finden wird. Es kann vor allem gegen ungepanzerte Ziele abseits der Hauptverkehrsachsen eingesetzt werden, und gerade das ist etwas, was in Zukunft voraussichtlich nur noch im Gebirge eine realistische Gefahr darstellen wird. Seine Stärke wird es vor allem in dezentralisierten und gut getarnten Stellungen ausspielen können.

Viele Armeen, auch moderne, verwenden das Kaliber 10,5 cm im Gebirge immer noch, als Beispiel – ich glaube, der Herr Präsident hat darauf hingewiesen – sei auf den Einsatz der Engländer auf den Falklandinseln hingewiesen. Dort wurde dieses Kaliber eingesetzt, weil der Gegner kaum über Panzer oder Panzerfahrzeuge verfügte, wie bei uns im Gebirgsraum. Die verschiedenen «Rapid deployment forces» (Schnellen Eingriff-Truppen), die man jetzt in modernen Armeen prüft und plant, verfügen ausschliesslich über Unterstützungsartillerie

vom Kaliber 10,5 cm. Sowohl in England als auch in den USA wird noch laufend ein 10,5-cm-Geschütz produziert. Bei meinem Englandbesuch wollte man mir sogar wieder eines zeigen und offerieren, das sogenannte Light gun. Vielleicht wäre der Widerstand gegen unser altes Geschütz etwas kleiner, wenn wir es auf Light gun umtaufen würden.

Der Vorteil der Haubitze 46 liegt – auch im Vergleich zur 10,5-cm-Kanone, die wir ausmustern werden – in der relativ grossen Mobilität und Flexibilität, im relativ geringen Gewicht, das Transporte mit dem Super-Puma erlaubt, in der Fähigkeit, in der oberen Winkelgruppe zu schießen – also steil. Die Reichweitensteigerung erhöht die Entschlussfreiheit des Kommandanten und erlaubt es ihm, bisherige Lücken im Feuerschutz in erheblichem Umfang zu füllen. Die Munition, die in relativ grossen Mengen noch vorhanden ist, kann weiterverwendet und durch Annäherungszünder sogar verbessert werden.

Das Problem liegt eben auch darin, dass wir keine Alternative haben oder nur eine scheinbare. Eine Nulllösung würde bedeuten, dass wir ein Gebirgsarmeekorps ohne mobile Artillerie hätten – das wäre falsch. Es ist natürlich im Gebirgskorps auch der Wunsch entstanden, man möge ihm einige Panzerhaubitzen zuteilen. Das könnten wir aber nicht, weil die Feldarmee-korps die Panzerhaubitzen benötigen und weil sich diese im Gebirge nur auf den grossen Hauptachsen – quasi sehr eng eingezwängt – bewegen könnten, was nicht sehr zweckmässig wäre.

Wovon gewisse Leute dort oben träumen, kann ich Ihnen schon sagen: das ist die mobile Raketenartillerie. Das wäre etwas Schönes, militärisch gesehen, kommt aber aus Kosten-gründen auf kurze Sicht nicht in Frage. Und ihr Einsatz wäre wahrscheinlich auch eher im Mittelland zu sehen. Eine erste Tranche eines solchen neuen Artilleriesystems, das auch gebirgstauglich wäre, käme auf mehr als 1 Milliarde Franken zu stehen – über so etwas dürfen wir im Moment überhaupt nicht diskutieren.

Die schweren Minenwerfer sind einbetont, also statisch. Dasselbe gilt für den Bison, den wir Ihnen tranchenweise, in einem wahrscheinlich nicht sehr raschen Rhythmus, in späteren Rüstungsprogrammen zur Beschaffung vorschlagen werden. Diese sind in erster Linie für den Einsatz gegen gepanzerte Ziele auf den grossen Achsen gedacht.

Artillerie ist, wie alle anderen Waffensysteme, eine geschickte Mischung von statischen und beweglichen Elementen; wie in der Luftverteidigung zwischen Fliegerabwehr und Flugwaffe oder in der «Armee 95» zwischen beweglichen Brigaden und stationären Divisionen, ist es auch bei der Artillerie. Man kann mit den nicht mobilen Elementen die mobilen nicht ersetzen. Aus allen diesen Gründen sind wir überzeugt, dass die vorgeschlagene Lösung nicht spektakulär, nicht sehr elegant, vielleicht nicht die denkbar beste, aber eine vernünftige und finanziell tragbare ist. Kurz gesagt: Wir stehen vor der Alternative: das oder nichts. Wir meinen, dass diese Kampfwertsteigerung besser ist, und ich bitte Sie deshalb, diesen Antrag abzulehnen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Ledergerber: Man kann niemandem vorwerfen, wenn er etwas nicht kann; auch ich bin auf diesem Gebiet kein Spezialist. Aber man muss ihm Vorwürfe machen, wenn er hier Fragen in einem Ritual von Inkompotenz und Geschwafel vom Tisch wischt. Was wir hier zu diesem Thema gehört haben, war unter der notwendigen Qualität unseres Parlamentes; man ist hier auch vor falschen Aussagen nicht zurückgeschreckt.

Herr Feigenwinter und Herr Bundesrat Villiger, wenn Sie hier vor dem Rat monieren, es wäre doch schön gewesen, man hätte diese Fragen bereits in der Kommission aufgeworfen, dann sagen Sie etwas, was so nicht richtig ist: Wir haben in der Kommission – bitte lesen Sie das Protokoll – bereits moniert, dass mit dieser zeitlich verzögerten Beschaffung im Jahre 1996 etwas geliefert werde, das hoffnungslos veraltet ist; wir haben moniert, dass hier mit fixen Verträgen operiert wird, die bereits vorliegen – und das in einem Bereich, in dem die Dynamik und die Entwicklungsgeschwindigkeit ganz enorm sind; wir haben in einer ganzen Reihe anderer Punkte moniert.

Wenn Sie bei der Beschaffung solch komplexer Systeme mitreden wollen, dann kommen wir nicht darum herum, technisch und ökonomisch mit richtigen Argumenten zu fechten. Da steht im Vordergrund, dass hier gewisse Aussagen gemacht worden sind, die nicht stimmen. Herr Leuba, Sie sagen, die beiden Systeme müssten kompatibel sein; darum seien sie so teuer. Sie sind nicht kompatibel, beide sind in einer anderen Software geschrieben. Es gibt eine Reihe weiterer Punkte. Es ist auch nicht richtig, dass die Umweltanforderungen zu diesen gewaltigen Preissteigerungen führen. Unser Laptop, den wir hier haben, erfüllt die Anforderungen bezüglich Temperaturfestigkeit und bezüglich Feuchtigkeit, die auch ein solches Programm, ein solches neues Feuerleitsystem erfüllen muss. Meine Damen und Herren, so kann man nicht operieren. Wenn wir vernünftig entscheiden wollen, dann brauchen wir, in einem Gebiet, wo wir nicht Fachleute sind, eine klare Aussage von einem Fachmann, damit wir nicht Dutzende von Millionen Franken aus dem Fenster werfen.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	102 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	38 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit	91 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	46 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag Ledergerber	40 Stimmen
Dagegen	97 Stimmen

Abs. 1bis – Al. 1bis

Bodenmann, Sprecher der Minderheit: Zur allgemeinen Beruhigung schicke ich voraus, dass mir bei diesem Antrag sogar SVP-Nationalrat Hari zustimmen will und dass er folglich so falsch nicht liegen kann.

Eine zweite Vorbemerkung, Herr Bundesrat Villiger: Sie haben gesagt, Sie könnten sich vorstellen, unsere Initiative zu unterstützen, wenn Sie die Höchstbestände der Armee nicht festschreiben würde. Ich kann Sie beruhigen: Unsere Initiative schreibt nur die Reduktion der Ausgaben vor, spricht sich aber über die Höchstbestände der Armee nicht aus. Wenn deshalb ein konstruktiver Dialog möglich ist, ist man von unserer Seite sicher gerne bereit, diesen mit Ihnen zu pflegen.

Kommen wir zum wirklichen Problem, nämlich zum Problem, dass es beim EMD in den nächsten Jahren zu einer massiven Reduktion der Arbeitsplätze kommen wird, unabhängig davon, welche Politik wir verfolgen, diejenige der Mehrheit in diesem Rat oder diejenige, welche wir ab Mitte der neunziger Jahre vorschlagen.

Die Gründe sind unterschiedlich: Wenn wir der Politik der bürgerlichen Parteien folgen, werden wir künftig die Rüstungsgüter wie das Flugzeug F/A-18 im Ausland beschaffen, und wenn wir unserer Politik folgen, werden wir dieses Flugzeug nicht beschaffen; beides kommt beschäftigungsseitig für die Schweiz in etwa auf das gleiche hinaus.

Diese absehbare Diskussion hat bereits vor gut einem Jahr zu zwei Vorstössen im Nationalrat geführt. Herr Nationalrat Eisenring hat mit einem Postulat verlangt, dass der Bundesrat eingeladen werden soll, «ohne Verzug die Aufgaben und die Struktur der eidgenössischen Rüstungsbetriebe umfassend zu überprüfen und eine angemessene Redimensionierung der in diesem Bereich tätigen Fabriken und Werkstätten in die Wege zu leiten». Das war der Antrag Eisenring, der eigentlich absolut klar ist. Auf der CVP-Seite fordert man die Reduzierung der entsprechenden Arbeitsplätze. Es gab zum gleichen Zeitpunkt eine Motion von unserer Seite, die forderte: «Die Schweiz wird in den nächsten Jahren – wenn nicht alle Anzeichen täuschen – abrüsten müssen. Dies ist nicht nur gesamtwirtschaftlich mehr als erfreulich. Trotzdem kann dieser Abrüstungsprozess für Regionen wie das Berner Oberland oder Uri

kurzfristig zu Umstellungsproblemen führen. Der Bundesrat wird beauftragt, für diese und andere betroffene Regionen und Branchen konkrete Konzepte zur Rüstungskonversion zu erarbeiten, welche die Zahl der Arbeitsplätze sichern, deren Qualität erhöhen und den betroffenen Regionen und Branchen zukunftsgerichtete Perspektiven eröffnen.»

Das war der Stand vor einem Jahr. Es gab zwei Anträge: Eine Motion von Seiten der CVP, die verlangte: Man muss reduzieren, und eine Motion von unserer Seite, die sagte: Diese Reduzierung wird kommen, aber wir wollen, dass der Bundesrat den betroffenen Regionen mit einem entsprechenden Konversionsprogramm zur Seite steht.

Und nun das Erstaunliche: Vor einem Jahr war der Bundesrat bereit, das Postulat Eisenring entgegenzunehmen, unsere Motion hingegen nicht einmal als Postulat; das zeigt, dass der Bundesrat nicht wirklich gewillt ist, diese Probleme, die sich in gewissen Regionen stellen, ernst zu nehmen.

In dieses Bild passt natürlich auch die Tatsache, dass der Bundesrat die Studie Koberio III immer noch unter Verschluss hält, dass er nicht einmal bereit ist, den betroffenen Regionen das Material zur Verfügung zu stellen, das er teilweise auf Kosten der Kantone erarbeitet liess. Hier stellen wir von Seiten des Bundesrates eine Position fest, die offenbar dazu führen soll, dass in den betroffenen Regionen Unmut aufkommt, statt dass wir den Problemen in die Augen schauen und diese Probleme vor Ort zu lösen suchen.

Es muss hier gesagt sein, dass sowohl von Seiten der Gewerkschaften als auch von Seiten der SP grosse Anstrengungen gemacht werden – nicht, um die heutigen Arbeitsplätze so zu erhalten, sondern, um in diesen Regionen eine zukunftsgerichtete, zivile Konversion möglich zu machen. Es gibt innerhalb des Smuv eine Arbeitsgruppe, die sich intensiv mit diesen Problemen beschäftigt. Es ist im Rahmen unserer Abrüstungsinitiative ausdrücklich vorgesehen, dass der Bund die Verpflichtung hat, den entsprechenden Regionen in Bezug auf die Arbeitsplätze bei der Konversion beizustehen.

Jetzt haben wir folgende Ausgangslage: Wenn unsere Initiative angenommen wird, gibt es für diese Regionen keine Probleme, weil der Bund dann die verfassungsmässige Pflicht hat, zu helfen. Wenn hingegen nur das Programm «Armee 95» durchkommt, wird diesen Regionen bei der heutigen Ausgangslage nicht geholfen. Deshalb haben wir den Eindruck, dass es unheimlich wichtig ist, dass wir heute zugunsten dieser Regionen Zeichen setzen. Diese Zeichen müssen auf mehreren Ebenen gesetzt werden. Es scheint uns wichtig, dass man den betroffenen Arbeiterinnen, Arbeitern und Angestellten die Zusicherung gibt, dass es in diesen Regionen zu keinen Entlassungen gegen ihren Willen kommt. Der Bundesrat hat in etwa in der Kommission angedeutet, dass man in diese Richtung gehen will; ich wäre froh, wenn er es hier wieder tun würde.

Aus unserer Sicht wird man sich bei den künftigen Beschaffungen wesentlich auf den Unterhalt des bestehenden Materials und auf entsprechende Nachrüstungen konzentrieren müssen, was beschäftigungswirksamer ist, als wenn wir High-Tech-Material aus dem Ausland kommen lassen. Wir sind auch dafür, dass diese Rüstungsbetriebe in einem gewissen Umfang private Aufträge erledigen sollen.

Diese drei Massnahmen zusammen führen zu einem sanften Stellenabbau in diesem Sektor. Aber das allein wird für die betroffenen Regionen – ich denke, dort, wo es wirklich relevant ist, nämlich im Berner Oberland oder im Kanton Uri – nicht ausreichen. Es braucht zusätzlich für diese Regionen eine tatsächliche Konversionsstrategie; man muss sich überlegen, wie man diesen Prozess vom Bund her – der eine Verpflichtung gegenüber diesen zwei Regionen hat und auch gegenüber anderen – begleiten kann.

Hier möchten wir nun ein klares Zeichen setzen, indem wir die nötigen Mittel freigeben, damit im Rahmen von Koberio III, aber auch im Rahmen eines effektiven Konversionsprogramms, dieser Umbau – er darf uns auch etwas kosten – in die Wege geleitet wird. Es gibt nichts Schlimmeres, als wenn wir heute diese Fragen verdrängen und sagen: Ja, das geschieht noch nicht sofort, und dann in zwei, drei oder vier Jahren vor beachtlichen Problemen stehen.

Wir vertreten folgenden Standpunkt: Wir müssen diesen Regionen jetzt helfen, wir müssen Konversionsbüros einrichten, wir müssen auch entsprechende finanzielle Freiräume schaffen, damit der Bund seiner Aufgabe gegenüber seinen Beschäftigten und gegenüber jenen Regionen, welche die Belastungen getragen haben, gerecht wird.

Hier sind zwei unterschiedliche Philosophien auszumachen: Wir fühlen uns gegenüber den Beschäftigten in diesen Regionen verantwortlich, wir fühlen uns gegenüber diesen Regionen verantwortlich, und wir fühlen uns dafür verantwortlich, dass man nicht die heutigen Arbeitsplätze im Militärbereich aufrechterhält, sondern dass in diesen Regionen gesamthaft etwa gleich viele Arbeitsplätze bestehen, zivile und zukunftsgerichtete Arbeitsplätze. Wir sind gewillt, diesen Prozess zu begleiten; es freut mich persönlich, dass Herr Hari uns in diesen Bestrebungen unterstützt. Ich hoffe, dass andere in diesem Rat seinem guten Beispiel folgen werden.

Hari: Nach dem Beschluss betreffend Einführung der Feuerleitsysteme und Wirkungskreisverbesserungen bei Haubitzen steigt natürlich auch meine Kadenz ganz wesentlich, und darum bin ich schon wieder hier am Rednerpult. Unsere Fraktion stellt keinen Antrag zum Antrag des Kollegen Bodenmann. In Militärfragen haben wir beide das Heu natürlich absolut nicht auf der gleichen Bühne, trotzdem ist es nun Peter Bodenmann gelungen, einen Antrag einzubringen, den ich voll unterstützen kann.

Wir im Berggebiet sind echt besorgt wegen der Auswirkungen, die durch die Reduzierung unserer Armee entstehen. Die Gesamtwirtschaft in unserem Land gerät leider vielleicht in ein Wellental. Ich kommentiere aus Zeitgründen nicht, warum dies so ist, kann aber doch darauf hinweisen, dass Arbeiterentlassungen in grösseren Firmen und Betriebsschliessungen eben doch darauf hindeuten. Wenn wir nun im Berggebiet zusätzlich noch einige tausend gute Arbeitsplätze im Militärbereich verlieren, erfüllt uns dies mit grösserem Besorgnis. Wir dürfen keine Massnahme versäumen, die zur Verhütung oder zur Linderung dieser Tatsache beiträgt, auch wenn dies recht viel Geld kostet. Selbstverständlich – das möchte ich hier mit Nachdruck festhalten – kümmert sich nicht nur die Sozialdemokratische Partei um diese Probleme, auch wir von der SVP sind besorgt, und jüngste Eingaben, die ich persönlich gemacht habe, dienen hier als Beweis.

Ich beantrage Ihnen, dem Minderheitsantrag Bodenmann zuzustimmen.

Rüttimann: Die CVP-Fraktion lehnt den Minderheitsantrag Bodenmann ab, und zwar mit der Begründung, dass wir keine Rüstungsmittel und Militärkredite für das Berggebiet einsetzen wollen. Mit der gleichen Begründung müssten wir auch Mittel für die Waffenfabrik Bührle-Oerlikon einsetzen, das wäre ebenso berechtigt. Das ist keine Berggebietförderung, was wir hier betreiben.

Ich bin mit Herrn Hari vorgestern im Berggebiet gewesen und habe das Koberio-Projekt mit Interesse angehört, und ich habe den Eindruck, dass diese Leute natürlich sehr besorgt sind um ihre Arbeitsplätze, das ist ganz klar. Aber wir können jetzt keine Mittel des Rüstungsprogramms einsetzen, um diese Umstellungen vorzunehmen; das ist eine Angelegenheit von einigen Jahren. Wir sind einverstanden mit Herrn Bodenmann, dass es eine sanfte Umstellung geben muss; es wird harte Konsequenzen geben, aber wir können nicht einfach in die zum Teil veralteten, verkrusteten Militärbetriebe Zivilaufträge einschleusen. Wir müssen schauen, was noch erneuert werden muss und was nicht. Es ist nicht gerechtfertigt, hier mit Rüstungsgeldern einen Schnellschuss zu machen, um Arbeitsplätze umzupolen.

Ich beantrage Ihnen namens der CVP-Fraktion, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Bonny: Zum Antrag von Herrn Bodenmann möchte ich folgendes sagen: Es entsteht hier zweifellos ein echtes Problem, gerade in den betroffenen Regionen; es seien das Berner Oberland, das Emmental, aber auch der Kanton Uri erwähnt. Das Problem ist echt und muss tatkräftig angegangen werden.

Ich darf hier erwähnen, dass wir – d. h. alle Berner FDP-Nationalräte – unter meiner Federführung in der Märzsession eine Interpellation eingereicht haben, in der wir den Bundesrat anfragten, was er vorzukehren gedenke, um die Arbeitsplatzverluste, die sich abzeichnen, aufzufangen.

Ich muss Ihnen, Herr Bundesrat Villiger, leider sagen, dass mich die Antwort, die ich vom Bundesrat erhalten habe, höchstens teilweise befriedigt, also eher nicht befriedigt. Das nur, um zu sagen, dass für uns das Problem, das sich da stellt, sehr ernst ist.

Zu Herrn Bodenmann muss ich sagen: *difficile est non scribere satiram*. Wir haben Sie heute morgen in zwei Rollen erlebt: Zuerst stellen Sie einen Antrag, der eine Halbierung des Rüstungsprogramms bewirkt, wobei jedermann klar ist, dass eine Erstreckung des Rüstungsprogramms auf zwei Jahre auch Verluste von Arbeitsplätzen in unserem Land bedeutet. Auch die ganze Politik in Militärfragen, welche die SP unter Ihrer Aegide betreibt, hat zur Folge, dass Arbeitsplätze in diesem Bereich vernichtet werden. Dann kommt man – das ist der zweite Schachzug – mit einem solchen Antrag, mit dem man in einer gewissen Scheinheiligkeit bezeugt: Sehen Sie, wir möchten diese Probleme lösen. Ich sage nochmals: Das Problem, das Sie in den Raum stellen, ist echt, es muss angegangen werden, und es muss – Herr Bundesrat Villiger – anders angegangen werden, als dies in der Antwort auf meine Interpellation gemacht worden ist.

Nun, wie verhalten wir uns zu diesem Antrag? Da möchte ich etwas von der Erfahrung einbringen, die ich mit der Beschäftigungspolitik gemacht habe, als ich noch nicht im Rate, sondern in der Verwaltung war. Umstrukturierungsprogramme sind äusserst schwierig, sie lassen sich vor allem nicht damit lösen, dass man 200 Millionen Franken spricht, sondern sie müssen sehr sorgfältig – und nicht angefangen bei den Finanzen – an die Hand genommen werden.

Da braucht es vorerst einmal ein sauberes Konzept; das ist heute noch nicht vorhanden. Und dann – das ist die kritische Bemerkung, die ich an die Adresse des Bundesrates richte: – Da muss mehr gehen, mit Koberio allein kommen wir nicht durch. Am Schluss schaut man, was das Programm kostet und wie die finanziellen Mittel bereitgestellt werden können.

Die freisinnige Fraktion wird bei einer ernsthaften Uebung bereit sein, mitzumachen, aber wir verlangen, dass das im Rahmen einer kohärenten Politik geschieht. In diesem Sinne spreche ich Ihnen, Herr Bodenmann, nach dem, was Sie heute geboten haben, die Legitimation für einen solchen Vorstoß ab.

Feigenwinter, Berichterstatter: Ich habe bereits im Eintretensreferat zum Antrag Bodenmann Stellung genommen. Erlauben Sie mir noch eine kurze Bemerkung zum Votum von Herrn Ledberger, der unter der Fahne einer persönlichen Erklärung hier vorne aufgetreten ist. Ich bin froh, dass Herr Ledberger jetzt wieder in den Saal gekommen ist. Er hat ausgeführt, er sei nicht Fachmann, und dann hat er mit nicht mehr zu überbietender intellektueller Arroganz unsere Fachkenntnis bestritten. So kann es also nicht gehen.

Zurück nun zum Antrag Bodenmann. Ich habe ausgeführt, dass das Rüstungsprogramm natürlich immer auch die angehende Folge hat, dass es beschäftigungswirksam ist. Wenn man das Konzept «Armee 95» durchzieht – es ist ja noch nicht fertig –, wird dies den Wegfall von Arbeitsplätzen in unserem Land zur Folge haben. Herr Eisenring hat auf dieses Problem frühzeitig aufmerksam gemacht, nicht in diesem Sinn, sondern er hat gesagt: Es muss eine Anpassung erfolgen. Nun ist diese Anpassung mit dem Wegfall von Arbeitsplätzen verbunden.

Das ist in Industrieregionen und bei Hochkonjunktur einigermassen zu verkraften. Wir haben trotz einem gewissen Rückgang immer noch Ueberbeschäftigung. Ich stelle auch fest, dass bis heute kein einziger Angestellter der Rüstungsdienste oder der Kriegsmaterialverwaltung auf die Strasse gestellt worden wäre wegen rückgängigen Aufträgen. Bis heute ist gar nichts passiert, aber es wird kommen; es ist ganz klar: Wir müssen uns hier an die veränderten Verhältnisse anpassen.

Das Problem existiert also, aber es ist nicht direkt vom Militär und über das Rüstungsprogramm zu lösen – die Beschäfti-

gungswirksamkeit des Rüstungsprogramms ist nur eine Folge –, sondern es sind andere Massnahmen in die Wege zu leiten, um dieses kommende Problem rechtzeitig zu lösen. Herr Bonny hat dazu Ausführungen gemacht, denen ich mich vollumfänglich anschliessen kann.

Es ist nicht Aufgabe der Armee, dieses Problem zu lösen, aber es ist Aufgabe der Volkswirtschaft, für Randgebiete eine Lösung zu finden. Der Bundesrat wird und muss dieses Problem rechtzeitig in Angriff nehmen.

Ich bitte Sie deshalb, diesen sachfremden Antrag, der in sich erst noch einen gewissen Widerspruch zu dem darstellt, was heute morgen ausgeführt worden ist, abzulehnen.

M. Leuba, rapporteur: La proposition de M. Bodenmann peut surprendre mais elle repose sur un problème tout à fait réel. Personne ne peut contester que la réduction de nos fabriques d'armement et de munitions peut poser des problèmes à notre économie ainsi que des problèmes sociaux.

Première remarque, faite d'ailleurs par le président de la commission il y a un instant: «Est-ce que véritablement cette question appartient au programme d'armement ou n'appartient-elle pas plutôt à un ensemble de problèmes, économiques et sociaux? Faire endosser au seul Département militaire la tâche de résoudre ce problème est une solution de facilité».

Je voudrais insister sur le fait qu'hier nous nous sommes longuement entendu dire – c'était je crois Mme Mauch – que si nous n'étions pas un Parlement professionnel nous devions cependant travailler professionnellement. Est-ce travailler professionnellement que de décider de 200 millions de francs de dépenses en l'absence de tout plan social, dans l'ignorance du nombre exact d'employés et d'ouvriers de ces fabriques d'armement qui risqueraient de perdre leur emploi, de ceux qui prendront leur retraite d'ici là? C'est un travail d'amateur que de faire une telle proposition, ce n'est pas un travail sérieux. On ne peut pas fixer d'abord le crédit et ensuite chercher ce que l'on peut faire avec. On décide d'abord des mesures à prendre et ensuite, sur cette base, on calcule le montant que le Parlement devra, le cas échéant, accorder pour venir en aide à des régions qui, effectivement, M. Hari l'a relevé, peuvent être soucieuses du problème qui se pose.

Je vous prie instamment de travailler sérieusement, c'est-à-dire de fixer d'abord les mesures à prendre, de les chiffrer ensuite, et enfin de demander les crédits. C'est l'ordre normal, c'est l'ordre professionnel d'un Parlement qui veut être plus efficace.

Bundesrat Villiger: Das Problem, das Herr Bodenmann aufwirft, ist echt. Ich darf Ihnen sagen, dass es zu den Problemen gehört, die mir noch eher schlaflose Nächte bereiten als ein Flugzeug. Denn es geht hier um Menschen, und es geht um Regionen.

Wir haben ein Problem. Wir mussten früh genug auf die Konsequenzen hinweisen, die eine kleinere Armee mit sich bringt, Konsequenzen auch aus der technologischen Entwicklung, die nicht so drastisch sind, die sich aber doch auch ergeben hätten. Wir mussten früh genug darauf hinweisen, damit man uns nicht vorwerfen kann, wir würden etwas verborgen. Doch wir konnten diese Konsequenzen noch nicht beziffern und auch nicht lokalisieren. Das ist immer eine unangenehme Situation, weil jedermann weiß, dass etwas passieren wird, und wissen möchte wo; die Betroffenen werden verunsichert, und wir können noch keine klaren Antworten geben.

Wir können keine klaren Antworten geben, weil einfach die Planung, die Berechnung, was genau wo passieren wird, sehr kompliziert ist; sie hängt auch von Entscheiden ab, die wir hier treffen müssen.

Es ist so, dass man jetzt zum Teil glaubt, diese dramatischen Folgen kämen sehr rasch. Sie kommen wahrscheinlich nicht so rasch, aber sie werden sicher einmal kommen. Man muss jetzt erst einmal sehen, dass die Bereitschaft der heutigen Armee bis 1995 erhalten bleiben muss; bis dahin können wir nicht Dinge abbauen, die nötig sind, damit diese Armee einsatzbereit bleibt.

Wir werden trotzdem schon durch Nichtersetzen von Abgängen, wo es möglich ist, in Betrieben und Verwaltungen einen

gewissen moderaten Abbau vornehmen, und zwar schlicht und einfach deshalb, damit nachher nicht ein zu grosser Sprung erfolgt. Es wird aber auch von Ihnen abhängen, ob diese erste Phase schon grössere oder weniger grosse Härten mit sich bringen wird. Denn Sie werden darüber im Budget und im Finanzplan im Hinblick auf die Legislaturplanung Entscheide treffen müssen.

Wenn Sie der Meinung wären, die ganze Personalexplosion, die dem Bund jetzt wegen neuer Aufgaben bevorsteht, müsste aus Stellen des EMD alimentiert werden, kämen wir um Entlassungen nicht herum, weil diese Umschichtung nicht ohne Härten möglich ist. Wenn Sie uns aber Zeit lassen – und das können Sie in den Budgets, nicht mit eigenen Anträgen –, werden wir versuchen, durch Nichtersetzen von Arbeitsplätzen eine organische Entwicklung einzuleiten.

Was nachher passiert, wenn «Armee 95» in der Form, die Sie beschliessen werden, installiert wird, was an Umstrukturierung kommt, versuchen wir jetzt zu planen; es ist aber heute noch völlig offen. Es ist zu früh, jetzt schon zu sagen: Wir brauchen soundso viele Mittel, um diese oder jene Massnahme zu treffen.

Man macht es sich leicht, wenn man einerseits sagt, man müsse die Mittel noch viel dramatischer kürzen, und nachher vorschlägt, um die Härten zu mildern, einfach eine Konversion der Betriebe zu machen. Es geht nicht nur um die Rüstungsbetriebe, sondern auch um die KMV, es geht um die Struktur des gesamten Departements.

Was heißt Konversion? Meint man damit, dass man versuchen sollte, vermehrt auch zivile Aufträge in den Rüstungsbetrieben auszuführen? Ist das etwas, was wir bejahren, was wir versuchen? Wenn ich mich nicht täusche, haben wir jetzt schon 6 bis 8 Prozent Arbeiten, die wir für andere ausführen. Das Flugzeugwerk Emmen ist hier führend und hat weltweit einen guten Ruf. Dort wird auch für private Kunden gearbeitet, übrigens auch in anderen Betrieben, und darauf sind wir sogar stolz.

Wenn man aber damit meint, man könne ganze Betriebe auf zivile Produkte umstellen, ist das in unserem wirtschaftlichen Umfeld nicht seriös. In unserem Wirtschaftssystem ist es dem Staat nicht aufgetragen, wenn er irgendwo etwas nicht mehr machen kann, die Produktion auf Schuh, auf Computer oder etwas Entsprechendes für den privaten Bedarf umzustellen. Das ist nach unserem Verständnis der Aufteilung zwischen Staat und Wirtschaft eindeutig Sache der privaten Wirtschaft. Ich zweifle auch, ob der Staat das als Unternehmer könnte.

Schauen Sie nur einmal, wie es in anderen Ländern, in Österreich zum Beispiel, um die verstaatlichte Industrie steht. Ich glaube, dass wir weder die Beweglichkeit haben – wegen des Beamtenrechts – noch das Know-how im Management, um private Betriebe auf ihrem ureigenen Sektor zu konkurrenzieren.

Herr Eisenring wollte mit seinem Vorstoß genau das Gegen teil. Er wollte das, was wir beim Staat produzieren, reprivatisieren. Aber das ist im gegenwärtigen Umfeld der Rüstungsbranche völlig illusorisch. Wir müssen deshalb eine eigene Rüstungsgrundlage des Staates erhalten.

Ich sage ganz klar: Es geht mir nicht darum, die Rüstungs betriebe völlig aufzuheben, sondern sie müssen auf ein lebensfähiges Ausmass redimensioniert werden. Dieses Ausmass soll beachtlich bleiben, und darum wollen wir uns bemühen. Wir möchten auch nicht das Know-how, das sehr wertvoll ist, in der Restrukturierung verlieren. Dieser Wunsch nach Konversion ist reine Theorie. Er gelingt nicht einmal in der Mischwirtschaft der Sowjetunion, die jetzt versucht, das System Richtung Privatwirtschaft zu öffnen.

Hingegen werden wir uns bemühen müssen, diesen Regionen auch durch Vermittlung behilflich zu sein, wo wir können. Herr Bodenmann hat das Wort «Konversionsbüro» erwähnt. Ich glaube nicht, dass wir Konversionsbüros brauchen, aber wir studieren im Moment die Schaffung einer Stelle. Diese wird gewisse Dienstleistungen erbringen müssen, professionell die Restrukturierungen begleiten und nach Lösungen suchen, wie man Härten mildern könnte. Das wird von den Personalchefs auf dem Sektor der sozialen Probleme z. B. Stellenvermittlung usw. ohnehin wahrgenommen werden.

Sie haben mich gefragt, ob wir ohne Entlassungen durchkommen, Herr Bodenmann. Ich kann Ihnen nur sagen, dass wir nach Möglichkeit durch den organischen Abbau, also durch Nichtersetzen von Abgängen, das Problem zu lösen versuchen. Ich kann aber nicht, bevor wir alle Zahlen haben, auf alle Zeiten versprechen, dass es nicht da und dort eine gewisse Umlagerung, eine frühere Pensionierung oder etwas ähnliches geben wird. Wenn das einmal kommt, werden dafür Mittel notwendig. Es ist nicht gesagt, dass diese Mittel vom EMD kommen müssen; das wird von der Lösung abhängen. Aber wir werden dannzumal nicht versäumen, Ihnen entsprechende Kredite zu unterbreiten.

Ich könnte mir auch vorstellen, dass man an diesen Orten mit der Ansiedlung von Gewerben behilflich sein kann. Wenn irgendwo Räumlichkeiten frei werden, könnte man diese mit günstigen Zinsen oder sogar gratis einem Gewerbebetrieb, sagen wir für fünf Jahre, bis er sich etabliert hat, zur Verfügung stellen, damit neue Arbeitsplätze entstehen. Mit der Neubewirtschaftung der Waffenplätze, mit der Intensivierung der Ausbildung werden möglicherweise neue Arbeitsplätze geschaffen.

Es gibt also nicht nur die eine Richtung. Aber das wird nicht kompensieren können, was wir in den anderen Bereichen redimensionieren müssen. Wir tun das in engem Kontakt mit den Gewerkschaften. Ich habe meine Leute angewiesen, die Sozialpartnerschaft ernst zu nehmen, zu den Gewerkschaften Kontakte zu pflegen. Ich selber werde auch Delegationen empfangen, zum Beispiel aus dem Raum Thun, um die Probleme zu besprechen. Wir wollen offen informieren, und sobald wir Fakten vorweisen können, werden wir darüber mit den Betroffenen sprechen. Aber wir können nicht über etwas sprechen, das wir noch nicht wissen.

Ich komme noch kurz zu Koberio. Herr Bodenmann hat darauf hingewiesen, es würde absichtlich etwas unter Verschluss gehalten. Dem ist nicht so. Die wissenschaftlichen Grundlagen von Koberio sind abgeliefert worden, aber das Umfeld hat sich verändert. Die Koberio-Idee entstand in einer euphorischen Zeit, wo man an eine aktive Regionalpolitik auch des EMD glaubte, mit genügend Mitteln. Das hat sich verändert, aber Koberio als Idee und als Sortiment von realisierbaren Massnahmen möchten wir nicht aufgeben.

Ich habe mir mit grossem Interesse die wissenschaftlichen Grundlagen präsentieren lassen, aber ich bin insofern ein etwas pragmatischer Mensch und ein Realist, als ich auch sehr gerne hören möchte, was wir jetzt machen und was es kostet; in welcher Rechtsform wir es tun. So weit fortgeschritten war es leider nicht.

Ich habe die Koberio-Leute jetzt angewiesen, mir Massnahmen vorzuschlagen, die realisierbar sind. Das wird kein Wunderpaket sein, aber man wird da und dort einiges machen können. Wir haben auch schon einige Dinge entschieden, die näher geprüft werden sollen, die für die Realisierung vorbereitet werden.

Ich kann Ihnen einige Dinge erwähnen: Es handelt sich zum Teil um Software, zum Teil aber auch um Hardware. Beispielsweise ist eine bessere Koordination aller regionalwirtschaftlich relevanten Kontakte der Verwaltung vorgesehen. Wir können den Regionen helfen, wenn sie wissen, an wen sie sich wenden müssen, und wenn sie rasche Antworten bekommen. Wir möchten die Holzversorgung der Armee teilweise reprivilatisieren und das Holz für die Armee nicht in Oesterreich, sondern ausschliesslich in den Koberio-Regionen beschaffen. Wir möchten auch die Schussgeldentschädigungen überprüfen und schauen – das ist wieder etwas, was Sie im Budget sehen –, ob wir hier ein Vermehrtes tun können, auch bei Pauschalentschädigung von Stellungsräumen – das ist eine Art Direktzahlung: Abgeltung der Leistung, die die Region für uns erbringt.

Wir prüfen im Moment, ob man die Telematik zur Schaffung von Arbeitsplätzen in Randregionen einsetzen kann: etwas Interessantes, aber nicht ganz Leichtes. Wir möchten auch den Pflichtunterricht in den Offiziersschulen über Koberio einführen, denn sehr viele Fehler in den Randregionen passieren, weil die Kader das Problem nicht genügend ernst nehmen. Hier kann mehr getan werden. Wir möchten auch die Bele-

gungskonzepte gesamtschweizerisch besser koordinieren, damit nicht gewisse Regionen überlastet und andere unterbelastet sind.

Alles das sind keine grossen Würfe, wie man sie vielleicht erhofft hat. Ich möchte aber Koberio als Denkweise, als Philosophie im Departement behalten, um den technokratischen Zwängen der Restrukturierung eine Idee entgegenzusetzen zu können: Damit man immer daran denkt, was Massnahmen für die Regionen bedeuten, und was wir tun können, um die Folgen für die Regionen zu mildern oder sogar Verbesserungen herbeizuführen.

Sie sehen, dass ich auch heute nicht in der Lage bin, Ihnen auf alle Fragen klare Antworten zu geben. Es ist aber unsere Sorge, einen möglichst guten Weg zu gehen, Härten zu mildern; es ist nicht undenkbar, dass wir gelegentlich Kredite brauchen werden. Es wäre aber verfrüht, jetzt blanko und erst noch in einem Rüstungsprogramm einen solchen Kredit zu sprechen.

Deshalb bitte ich Sie, den Antrag – bei allem Verständnis für das Anliegen – abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	84 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	45 Stimmen

Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	87 Stimmen
Dagegen	20 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

90.086

Eisenbahn-Grossprojekte.

Plangenehmigungsverfahren

Grands projets de chemins de fer. Procédure d'approbation des plans

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1124 hiervor – Voir page 1124 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 20. Juni 1991

Décision du Conseil des Etats du 20 juin 1991

Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Dringlichkeitsklausel	106 Stimmen
Dagegen	51 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Rüstungsprogramm 1991

Programme d'armement 1991

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1223-1243
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 998